

SOMMAIRE - PARTIE II

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOTES ANNEXES

[3. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE 68](#_Toc461116527)

[4. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE 75](#_Toc461116528)

[5. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES 76](#_Toc461116529)

[6. GESTION DES RISQUES FINANCIERS 81](#_Toc461116530)

[7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES 93](#_Toc461116531)

[8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE 95](#_Toc461116532)

[9. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION 96](#_Toc461116533)

[ÉTATS AGRÉGÉS SUR L’EXÉCUTION DU BUDGET ET NOTES ANNEXES 99](#_Toc461116535)

1. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

PRODUITS

PRODUITS DES OPÉRATIONS SANS CONTREPARTIE DIRECTE

* 1. RESSOURCES RNB

Les produits des ressources propres constituent l’élément principal des produits d’exploitation de l’UE. Parmi les trois catégories de ressources propres – ressources propres traditionnelles (RPT), ressources TVA et ressources RNB –, les recettes RNB, s'élevant à 95,355 milliards d’EUR (contre 104,688 milliards d’EUR en 2014) sont les plus importantes.

* 1. RESSOURCES PROPRES TRADITIONNELLES

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Droits de douane | 18 524 | 17 204 |
| Cotisations «sucre» | 125 | (67) |
| Total | 18 649 | 17 137 |

Les ressources propres traditionnelles comprennent les droits de douane et les cotisations «sucre». Les États membres retiennent, à titre de frais de perception, 20 % des ressources propres traditionnelles. Les montants ci-dessus sont présentés après déduction de ces frais.

* 1. RESSOURCES TVA

La ressource TVA est prélevée sur les assiettes TVA des États membres, qui font l'objet d'une harmonisation virtuelle conformément aux règles de l’UE en la matière. La contribution TVA est calculée par l'application d'un taux uniforme d’appel de 0,3 % à l’assiette de chaque État membre. Pour la période 2014-2020, la décision du Conseil (doc. 5602/14) prévoit un taux d’appel réduit (de 0,15 %) pour l’Allemagne, les Pays-Bas et la Suède.

PRODUITS DES OPÉRATIONS SANS CONTREPARTIE DIRECTE: TRANSFERTS

* 1. AMENDES

Ces produits, qui s'élèvent à 531 millions d'EUR (contre 2,297 milliards d’EUR en 2014), se rapportent aux amendes imposées par la Commission pour manquement aux règles en matière d'infractions, essentiellement dans le domaine de la concurrence. Les créances et produits correspondants sont comptabilisés une fois la décision d’imposer une amende arrêtée par la Commission et officiellement notifiée au destinataire. Les principaux montants en 2015 concernent les marchés des lecteurs de disques optiques (116 millions d’EUR) et du conditionnement alimentaire destiné à la vente au détail (116 millions d’EUR).

* 1. RÉCUPÉRATION DE DÉPENSES

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | 2015 | 2014 |
| Gestion partagée |  | 1 465 | 3 328 |
| Gestion directe |  | 76 | 45 |
| Gestion indirecte |  | 6 | 45 |
| Total |  | 1 547 | 3 418 |

Cette rubrique représente principalement les ordres de recouvrement émis par la Commission qui sont encaissés ou qui font l'objet d'une compensation (c'est-à-dire d'une déduction) par rapport à des paiements ultérieurs enregistrés dans le système comptable de la Commission, de manière à permettre le recouvrement des montants précédemment payés sur le budget général. Les recouvrements sont fondés sur des contrôles, des audits ou des analyses d’éligibilité, si bien que ces actions sont un élément important à prendre en considération dans l'exécution du budget de l’Union. Ces opérations, qui protègent le budget de l’UE contre les dépenses engagées en violation du droit, sont particulièrement importantes puisqu'il ressort des résultats issus de l’audit de la Cour des comptes un niveau significatif d’erreur dans les paiements effectués au titre du budget de l’UE — voir le rapport annuel de la Cour, notamment la déclaration d’assurance sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Les ordres de recouvrement émis par les États membres à l’intention des bénéficiaires des dépenses du FEAGA, ainsi que les fluctuations des estimations des produits à recevoir entre la fin de l’exercice précédent et la fin de celui-ci, sont également inclus.

Les montants repris dans le tableau ci-dessus représentent les recettes découlant de l’émission d’ordres de recouvrement. Ces chiffres ne peuvent exprimer et n’expriment donc pas toute l’ampleur des mesures prises pour protéger le budget de l’UE, en particulier pour la politique de cohésion, où des mécanismes spécifiques ont été mis en place pour assurer la correction des dépenses inéligibles, et dont la plupart n’impliquent pas l’émission d’un ordre de recouvrement. Ne sont pas pris en compte les montants recouvrés par voie de compensation par rapport à des dépenses, les montants recouvrés au moyen de retraits et la récupération de préfinancements.

La gestion partagée constitue l'essentiel du montant total:

Agriculture: FEAGA et développement rural

Dans le cadre du FEAGA et du Feader, les montants inscrits en produits de l’exercice sous cette rubrique sont des corrections financières de l’exercice et des remboursements déclarés par les États membres et perçus au cours de l’exercice, auxquels s’ajoute l’augmentation nette des montants en suspens déclarés par les États membres à recouvrer en fin d'exercice au titre des fraudes et irrégularités.

Politique de cohésion

Les principaux montants associés à la politique de cohésion comprennent les ordres de recouvrement émis par la Commission pour récupérer les montants de dépenses indues des années précédentes ainsi que les déductions des dépenses moins la diminution des produits à recevoir en fin d’exercice.

* 1. AUTRES PRODUITS DES OPÉRATIONS SANS CONTREPARTIE DIRECTE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | 2015 | 2014 |
| Impôts et cotisations du personnel |  | 1 115 | 1 276 |
| Ajustements budgétaires |  | 984 | 794 |
| Contributions des pays tiers |  | 946 | 726 |
| Prélèvements agricoles |  | 814 | 409 |
| Transfert d’actifs |  | 197 | 1 448 |
| Ajustements des provisions |  | 71 | 369 |
| Autres |  | 939 | 600 |
| Total |  | 5 067 | 5 623 |

Les produits issus des impôts et cotisations du personnel résultent essentiellement des prélèvements sur les traitements du personnel et sont essentiellement composés de deux montants: les contributions au régime de pension et les impôts sur le revenu.

Les ajustements budgétaires incluent l’excédent budgétaire de 2014 (1,435 milliard d’EUR), qui est indirectement reversé aux États membres par déduction des montants de ressources propres qu’ils doivent payer à l’UE l’année suivante. Il s’agit donc de recettes pour 2015.

Les contributions des pays tiers se rapportent aux contributions versées par les pays de l’AELE et les pays candidats à l’adhésion.

Les prélèvements agricoles concernent les prélèvements laitiers, qui sont un outil de gestion du marché visant à pénaliser les producteurs de lait qui dépassent leurs quantités de référence. N’étant pas lié à des paiements antérieurs de la Commission, il est considéré en pratique comme une recette correspondant à une destination particulière. La hausse des prélèvements laitiers de cette année est principalement due au prélèvement supplémentaire de 811 millions d’EUR.

Le produit du transfert d’actifs concerne principalement le transfert, dans le cadre du programme Copernicus (anciennement le programme GMES), de satellites de l’Agence spatiale européenne (ESA) à la Commission (voir note **2.2**). Ce transfert constitue une opération sans contrepartie directe au sens des règles comptables de l’UE et aura lieu à l’avenir pour les autres satellites Copernicus encore en construction.

PRODUITS DES OPÉRATIONS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE

* 1. PRODUIT FINANCIER

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Produits d’intérêts sur: |  |  |
| Préfinancements | 9 | 16 |
| Retards de paiement | 20 | 387 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 56 | 65 |
| Prêts | 1 616 | 1 722 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 14 | 10 |
| Actifs financiers dépréciés | 7 | – |
| Autres | 0 | 1 |
| Produits d’intérêts | **1 721** | **2 202** |
| Dividendes | **8** | **6** |
| Gains réalisés sur la vente d’actifs financiers | **50** | **30** |
| Autres produits financiers | 66 | 61 |
| Total | 1 846 | 2 298 |

Les produits d’intérêts sur prêts concernent surtout les prêts accordés sur des fonds d'emprunt (voir note **2.4.2**).

Plus-values et moins-values nettes réalisées sur les actifs financiers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Plus values/(moins-values) nettes réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente | 3 | 13 |

* 1. AUTRES PRODUITS DES OPÉRATIONS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Gains de change | 970 | 478 |
| Recettes tirées de redevances pour prestation de services | 358 | 323 |
| Ventes de biens | 43 | 44 |
| Recettes tirées de redevances et de primes liées à des instruments financiers | 43 | 59 |
| Produits liés aux immobilisations corporelles | 4 | 16 |
| Autres | 145 | 146 |
| Total | 1 562 | 1 066 |

DÉPENSES

PAIEMENTS DE TRANSFERTS ET SUBVENTIONS PAR MODE DE GESTION

* 1. GESTION PARTAGÉE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
| Exécution par les États membres | 2015 | 2014 |
| Fonds européen agricole de garantie | 45 032 | 44 465 |
| Fonds européen agricole pour le développement rural et autres instruments de développement rural | 16 376 | 14 046 |
| Fonds européen de développement régional et Fonds de cohésion | 38 745 | 43 345 |
| Fonds social européen | 9 849 | 12 651 |
| Autres | 2 380 | 2 307 |
| Total | 112 382 | 116 814 |

Le passage de l’ancienne période de programmation (2007-2013) à la période 2014-2020 explique la réduction des dépenses dans le domaine de la cohésion: les coûts déclarés pour la période précédente sont en baisse, tandis que ceux liés à la période actuelle sont faibles, en raison du lent démarrage de la mise en œuvre.

La sous-rubrique «Autres» inclut essentiellement: la sécurité intérieure (509 millions d’EUR), les affaires maritimes et la pêche (503 millions d’EUR), l’instrument d’aide de préadhésion (492 millions EUR) et l’asile et la migration (299 millions d’EUR).

* 1. GESTION DIRECTE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Exécution par la Commission | 10 089 | 10 431 |
| Exécution par les agences exécutives de l’UE | 5 532 | 4 880 |
| Exécution par des fonds fiduciaires | 6 | – |
| Total | 15 626 | 15 311 |

Ces montants concernent principalement la mise en œuvre de programmes relevant de la politique de recherche (6,9 milliards d’EUR) et de l'agence pour les réseaux (1,7 milliard d’EUR), ainsi que les instruments relevant de la politique européenne de voisinage (1,6 milliard d’EUR) et de la coopération au développement (1,3 milliard d’EUR).

* 1. GESTION INDIRECTE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | 2015 | 2014 |
| Exécution par d’autres agences et organes de l’UE |  | 1 209 | 1 025 |
| Exécution par des pays tiers |  | 905 | 1 005 |
| Exécution par des organisations internationales |  | 2 127 | 1 765 |
| Exécution par d’autres entités |  | 2 107 | 1 799 |
| Total |  | 6 348 | 5 594 |

* 1. COÛTS DU PERSONNEL ET DES PENSIONS

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Coûts du personnel | 5 838 | 5 693 |
| Coûts des pensions | 4 435 | 3 970 |
| Total | 10 273 | 9 662 |

Les coûts liés aux pensions sont des éléments des variations qui sont apparues à la suite de l'évaluation actuarielle du passif lié aux avantages du personnel autres que les hypothèses actuarielles.

* 1. MODIFICATIONS DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES RELATIVES AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

La perte actuarielle de 2 milliards d’EUR nets sous cette rubrique concerne le passif lié aux avantages du personnel porté au bilan (voir note **2.9**).

* 1. CHARGES FINANCIÈRES

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Charges d’intérêts: |  |  |
| Emprunts | 1 607 | 1 712 |
| Autres | 21 | 22 |
| Contrats de location-financement | 91 | 90 |
| Dépréciation d’actifs financiers disponibles à la vente | 27 | 3 |
| Pertes de valeur sur les prêts et créances à recevoir | 174 | 1 030 |
| Perte réalisée sur la vente d’actifs financiers | 3 | 17 |
| Autres charges financières | 63 | 51 |
| Total | 1 986 | 2 926 |

Le montant de la charge d’intérêts sur les emprunts correspond au produit des intérêts sur les prêts (opérations réciproques ou «back-to-back»).

* 1. PART DU RÉSULTAT NET DES COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

Conformément à la méthode de la mise en équivalence, l’UE comptabilise dans son compte de résultat économique la part du résultat net de ses coentreprises et de ses entités associées (cf. également notes **2.3.1** et **2.3.2**).

* 1. AUTRES DÉPENSES

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | 2015 | 2014 |
| Dépenses administratives et informatiques |  | 2 419 | 2 070 |
| Dépenses liées aux immobilisations corporelles |  | 1 304 | 1 186 |
| Réduction d'amendes par la Cour de justice |  | 1 137 | – |
| Pertes de change |  | 785 | 370 |
| Ajustements des provisions |  | 520 | 688 |
| Autres |  | 458 | 839 |
| Total |  | 6 623 | 5 152 |

La hausse des autres dépenses est principalement due à l’annulation d'amendes lorsque la Cour de justice a tranché en faveur de l’entreprise visée par la sanction. Ces montants étaient inscrits, les années précédentes, dans les charges financières. En 2015, il a été décidé que la nature de ces montants n’était pas liée à la dépréciation d’instruments financiers, de sorte que ces montants ont été intégrés dans cette rubrique.

Les coûts de recherche et de développement, qui sont inclus dans les dépenses administratives et informatiques, sont les suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| Coûts de recherche | 384 | 353 |
| Coûts de développement non capitalisés | 60 | 54 |
| Total | 443 | 406 |

La rubrique «Dépenses liées aux immobilisations corporelles» comprend un montant de 373 millions d’EUR (contre 369 millions d’EUR en 2014) concernant les contrats de location simple. Les montants à payer pendant la durée résiduelle de ces contrats de location sont les suivants:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | en Mio EUR |
|  | Montants futurs à payer | | |  |
|  | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | Total |
| Bâtiments | 366 | 1 086 | 1 040 | 2 491 |
| Matériel informatique et autres équipements | 8 | 11 | 0 | 20 |
| Total | 374 | 1 097 | 1 040 | 2 511 |

* 1. INFORMATIONS SECTORIELLES PAR RUBRIQUE DU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL (CFP)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Croissance intelligente et inclusive | Croissance durable | Sécurité et citoyenneté | L'Europe dans le monde | Administration | Non attribué à une rubrique du CFP\* | Total |
| Ressources RNB | – | – | – | – | – | 95 355 | 95 355 |
| Ressources propres traditionnelles | – | – | – | – | – | 18 649 | 18 649 |
| TVA | – | – | – | – | – | 18 328 | 18 328 |
| Amendes | – | – | – | – | – | 531 | 531 |
| Récupération de dépenses | 103 | 1 408 | 14 | 21 | 0 | 0 | 1 547 |
| Autres | 875 | 869 | 3 | 1 | 4 522 | (1 204) | 5 067 |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | 978 | 2 278 | 18 | 22 | 4 522 | 131 659 | 139 478 |
| Produit financier | 61 | 2 | 0 | 29 | 1 | 1 753 | 1 846 |
| Autres | 105 | (10) | (9) | 34 | 289 | 1 153 | 1 562 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | 167 | (8) | (9) | 63 | 290 | 2 906 | 3 408 |
| Total des recettes | 1 144 | 2 270 | 9 | 85 | 4 812 | 134 565 | 142 886 |
| Dépenses exécutées par les États membres: |  |  |  |  |  |  |  |
| FEAGA | – | (45 032) | – | – | – | – | (45 032) |
| Feader et autres instruments de développement rural | – | (16 376) | – | – | – | – | (16 376) |
| FEDER et FC | (38 745) | – | – | – | – | – | (38 745) |
| FSE | (9 849) | – | – | – | – | – | (9 849) |
| Autres | (181) | (517) | (908) | (773) | – | – | (2 380) |
| Exécution par la CE, les agences exécutives et des fonds fiduciaires | (9 813) | (464) | (799) | (4 545) | (13) | 8 | (15 626) |
| Exécution par d’autres agences et organes de l’UE | (994) | (51) | (551) | (19) | – | 407 | (1 209) |
| Exécution par des pays tiers et des organisations internationales | (343) | (0) | 1 | (2 661) | 0 | (29) | (3 031) |
| Exécution par d’autres entités | (1 552) | – | (0) | (555) | (0) | – | (2 107) |
| Coûts du personnel et des pensions | (1 534) | (329) | (370) | (569) | (6 617) | (854) | (10 273) |
| Modifications des hypothèses actuarielles relatives aux avantages du personnel | – | – | – | – | (2 040) | – | (2 040) |
| Charges financières | (89) | (63) | (1) | (18) | (136) | (1 678) | (1 986) |
| Part du déficit net des coentreprises / entités associées | (641) | – | – | – | – | – | (641) |
| Autres dépenses | (1 223) | (181) | (122) | (121) | (4 104) | (872) | (6 623) |
| Total des dépenses | (64 964) | (63 014) | (2 750) | (9 262) | (12 911) | (3 019) | (155 919) |
| Résultat économique de l’exercice | (63 820) | (60 744) | (2 741) | (9 177) | (8 098) | 131 547 | (13 033) |

*\** *«Non attribué à une rubrique du CFP»: l’exécution budgétaire des entités consolidées et les ajustements de consolidation, les opérations non budgétaires et les programmes non alloués de faible envergure.*

La présentation des recettes et des charges par rubrique du CFP se fonde sur une estimation, tous les engagements n'étant pas liés à une rubrique du CFP.

1. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
   1. OBJECTIF ET ÉTABLISSEMENT DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les informations relatives aux flux de trésorerie constituent une base pour évaluer la capacité de l’UE à générer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que ses besoins en termes d’utilisation de ces flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie est établi à l’aide de la méthode indirecte. Ceci signifie que le résultat économique de l’exercice est ajusté en fonction des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d’entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie se rapportant aux investissements.

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère sont enregistrés dans la monnaie de présentation des états financiers de l’UE (l’euro), par application au montant en devise du taux de change entre l’euro et la devise à la date de ces flux.

Le tableau des flux de trésorerie présente les flux de trésorerie de l’exercice classés en activités opérationnelles et d’investissement (l’UE n’a pas d’activités de financement).

* 1. ACTIVITÉS D’EXPLOITATION

Les activités opérationnelles correspondent aux activités de l’UE autres que des activités d’investissement. Il s’agit de la majorité des activités effectuées. Les prêts octroyés aux bénéficiaires (et les emprunts connexes, le cas échéant) ne sont pas considérés comme des activités d’investissement (ou de financement), étant donné qu’ils font partie des objectifs généraux et donc des opérations quotidiennes de l’UE. Les activités opérationnelles comprennent également les investissements tels que ceux du FEI et de la BERD, ainsi que les fonds de capital-risque. Ces activités visent en effet à contribuer à la réalisation d’objectifs politiques.

* 1. ACTIVITÉS D’INVESTISSEMENT

Les activités d’investissement couvrent l’acquisition et la cession d’immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que d’autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie. Les activités d’investissement n’incluent pas les prêts octroyés aux bénéficiaires. L’objectif est de faire apparaître les véritables investissements effectués par l’UE.

1. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES
   1. ACTIF ÉVENTUEL

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
| Garanties reçues: |  |  |
| Garanties de bonne fin | 398 | 400 |
| Autres garanties | 27 | 27 |
| Autres actifs éventuels | 48 | 49 |
| Total | 474 | 476 |

Les garanties de bonne fin sont requises pour s’assurer que les bénéficiaires des financements de l’UE satisfont à leurs obligations contractuelles avec l’UE.

* 1. PASSIF ÉVENTUEL

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  | Note | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
| Garanties données | 5.2.1 | 21 401 | 20 862 |
| Amendes | 5.2.2 | 3 951 | 5 602 |
| FEAGA, développement rural et préadhésion | 5.2.3 | 1 377 | 505 |
| Politique de cohésion | 5.2.4 | 3 | 9 |
| Affaires juridiques et autres litiges | 5.2.5 | 795 | 789 |
| Autres passifs éventuels |  | 58 | 5 |
| Total |  | 27 584 | 27 772 |

Toutes les dettes éventuelles, à l’exception de celles liées aux amendes, seraient financées, si elles devenaient exigibles, par le budget de l’UE lors des exercices à venir.

* + 1. Garanties données

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
| Garantie des prêts octroyés par la BEI |  |  |
| Garantie à 65 % | 18 712 | 18 283 |
| Garantie à 70 % | 356 | 447 |
| Garantie à 75 % | 112 | 168 |
| Garantie à 100 % | 270 | 300 |
| Total | **19 450** | **19 198** |
| Garantie sur portefeuille EFSI | **202** | **-** |
| Autres garanties données | **1 749** | **1 664** |
| Total | 21 401 | 20 862 |

**Garantie des prêts octroyés par la BEI — Fonds de garantie relatif aux actions extérieures**

Le budget de l’UE garantit des prêts signés et accordés par la BEI sur ses fonds propres à des pays tiers (y compris les prêts accordés aux futurs États membres avant leur adhésion). La garantie de l’UE est toutefois limitée à un pourcentage du plafond des lignes de crédit autorisées: 65 % (pour les accords signés jusqu’en 2007), 70 %, 75 % ou 100 %. Lorsque le plafond n’est pas atteint, c’est la totalité de l’encours qui bénéficie de la garantie de l’UE. Pour les accords signés après 2007 (mandats 2007-2013 et 2014-2020), la garantie de l’UE est limitée à 65 % du solde restant à recouvrer et non des lignes de crédit autorisées. Au 31 décembre 2015, le montant total de l’encours était de 19,450 milliards d’EUR, auquel se limite ainsi le risque maximum encouru par l’UE. Au 31 décembre 2015, environ 82 % des opérations de prêt de la BEI (aux États et aux collectivités publiques) sont couvertes par une garantie globale, tandis que les opérations restantes ne bénéficient d’une couverture que pour les risques politiques.

**Garantie de l’UE sur le portefeuille du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI)**

La garantie accordée par l’Union au groupe BEI au titre de l’EFSI est comptabilisée comme un passif lié à une garantie financière pour le portefeuille d'instruments de dette et comme un passif éventuel tant pour le portefeuille d'instruments de dette que pour le portefeuille d'instruments de fonds propres. Le comptable, avec l'appui unanime du groupe consultatif d’experts de l’UE sur les normes comptables, a conclu que les critères de contrôle et les exigences comptables en matière de consolidation prévus dans des règles comptables de l’UE (et des IPSAS) n'étaient pas satisfaits. Par conséquent, les actifs financiers correspondants ne sont pas comptabilisés dans les comptes annuels consolidés de l’Union.

Dans le cadre du portefeuille d'instruments de dette de l’EFSI, la garantie de l’Union couvre la tranche de première perte d'un portefeuille d'opérations de financement conclues par la BEI (principalement des garanties et des prêts standard). La garantie de l’Union est appelée en cas de défaut de paiement du débiteur à l’échéance ou de pertes pour cause de restructuration. L’Union est rémunérée au prorata du risque encouru, sous la forme d’une distribution, entre la BEI et elle-même, des produits liés au risque que perçoit la BEI sur les opérations garanties de l'EFSI. Les recettes de l’UE servent, en premier lieu, à couvrir les pertes subies sur les opérations garanties de l'EFSI. La garantie de l’Union est donc comptabilisée comme un passif lié à la garantie financière et évaluée, lors de la comptabilisation initiale, à sa juste valeur, c'est-à-dire la valeur actuelle nette des primes à recevoir (les recettes de l’UE). Aux dates de clôture suivantes, le passif lié à la garantie financière est évalué à la valeur la plus élevée, entre les pertes attendues et le montant comptabilisé initialement, déduction faite, le cas échéant, de l’amortissement cumulé des recettes. Le passif lié à la garantie financière est présenté net des recettes de l’UE encore à recevoir.

Dans le cadre du portefeuille d'instruments de fonds propres du volet «Infrastructures et innovation» de l'EFSI, qui est composé de participations directes en fonds propres ou quasi-fonds propres et de prêts subordonnés, la BEI investit à égalité de rang à ses propres risques et aux risques de l’UE. Par conséquent, pour la partie des investissements en fonds propres garantis par l’UE, la garantie de l’Union couvre les ajustements de valeur négatifs (pertes latentes) à chaque date de clôture, les pertes réalisées en cas de désinvestissement et les coûts de financement de la BEI. Si la valeur d’un investissement ayant précédemment fait l'objet d'un ajustement de valeur négatif a augmenté aux dates de clôture ultérieures, le montant à concurrence du coût initial de l’investissement est remboursé à l’UE par la BEI. Au moment du désinvestissement, l’UE a également droit à des profits sur investissement dépassant le coût initial. L’UE est rémunérée par les revenus perçus par la BEI sur les opérations garanties, comprenant les intérêts, les dividendes et les profits réalisés. Le règlement entre l’Union européenne et la BEI intervient chaque année net des pertes et profits. Au 31 décembre 2015, un montant de 7,6 millions d’EUR d'opérations garanties par l'UE au titre du portefeuille d'instruments de fonds propres du volet «Infrastructures et innovation» a été investi, qui a été inscrit en tant que passif éventuel.

Les discussions sur le portefeuille d'instruments de fonds propres du volet «Petites et moyennes entreprises», qui n’a pas été mis en œuvre en 2015, sont toujours en cours entre la Commission et le groupe BEI. Le traitement comptable des opérations en fonds propres déterminé par le comptable après consultation du groupe consultatif d’experts de l’UE sur les normes comptables une fois que la modification de la base juridique aura été menée à bien.

Le chiffre indiqué comme passif éventuel représente des montants qui sont effectivement engagés et décaissés par la BEI/le FEI pour les opérations garanties de l’EFSI (tant pour le portefeuille d’instruments de dette que pour le portefeuille d’instruments de fonds propres) à la fin de l’exercice, mais qui dépassent les pertes nettes attendues. Les montants engagés et décaissés par la BEI/le FEI pour les opérations garanties de l’EFSI équivalant aux pertes nettes attendues sont comptabilisés en tant que passif lié à la garantie financière (valeur zéro au 31 décembre 2015) - voir note **2.11.2**. Le montant total non utilisé de la garantie de l’UE à concurrence des 16 milliards d’EUR est présenté en tant qu'engagements juridiques significatifs — voir note **5.3.2**. Ce montant comprend les opérations des programmes COSME et Horizon 2020 qui sont temporairement couvertes par la garantie de l’UE au titre de l’EFSI.

**Autres garanties données**

Les autres garanties données se rapportent principalement aux aspects suivants: 845 millions d’EUR (contre 883 millions en 2014) pour l’instrument de financement avec partage des risques, 459 millions d’EUR (contre 365 millions en 2014) pour Horizon 2020, 220 millions d’EUR (contre 138 millions en 2014) pour l'initiative relative aux emprunts obligataires pour le financement de projets et 209 millions d’EUR (209 millions en 2014) pour l’instrument de garantie de prêts pour les projets RTE-T.

* + 1. Amendes

Ces montants se rapportent à des amendes infligées par la Commission pour atteinte aux règles de libre concurrence, dont le montant est payé à titre provisionnel et pour lesquelles soit un recours a été introduit, soit on ignore si un recours sera introduit. Ils continueront de figurer parmi les passifs éventuels jusqu’à ce que la Cour de justice rende une décision définitive. Les intérêts sur les paiements provisionnels sont inclus dans le résultat économique de l’exercice et aussi en tant que dette éventuelle, de façon à tenir compte du caractère incertain des droits de la Commission sur ces montants.

* + 1. FEAGA, développement rural et préadhésion

Il s’agit de dettes éventuelles envers les États membres relatives à des décisions de conformité du FEAGA, au développement rural et aux corrections financières de préadhésion faisant l’objet d’une procédure pendante devant la Cour de justice. La détermination du montant définitif de la dette et l'exercice de l’imputation au budget des effets des recours ayant abouti dépendront de la durée de la procédure devant la Cour.

* + 1. Politique de cohésion

Il s’agit de passifs éventuels envers les États membres en rapport avec des actions dans le cadre de la politique de cohésion en attendant la date de l’audience ou l'arrêt de la Cour de Justice.

* + 1. Affaires juridiques et autres litiges

Cette rubrique porte sur des actions en dommages-intérêts actuellement intentées contre l’UE, sur d’autres litiges et sur les frais de justice estimés. Il est à noter que, dans le cadre d’une action en dommages-intérêts au titre de l’article 288 du traité CE, le requérant doit démontrer une violation suffisamment grave, de la part de l’institution, d’une règle de droit ayant pour objet de conférer des droits à des particuliers, un dommage réel subi par le requérant et un lien de causalité direct entre l’acte illégal et le préjudice invoqué.

* 1. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES
     1. Engagements budgétaires restant à liquider non encore passés en charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
| Engagements budgétaires restant à liquider non encore passés en charges | 177 477 | 144 741 |

Le montant ci-dessus correspond au RAL («reste à liquider») budgétaire diminué des montants afférents inclus en tant que dépenses dans le compte de résultat économique de 2015. Le RAL budgétaire correspond au montant des engagements ouverts pour lesquels les paiements et/ou dégagements n’ont pas encore été effectués. Le RAL budgétaire est la conséquence normale de l’existence de programmes pluriannuels. Au 31 décembre 2015, le RAL budgétaire se montait à 217,692 milliards d’EUR (contre 189,585 milliards d’EUR en 2014).

* + 1. Engagements juridiques significatifs

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | 31.12.2014 |
| Actions pluriannuelles en gestion partagée | 343 715 | 433 527 |
| Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) | 16 000 | – |
| Mécanisme pour l’interconnexion en Europe (MIE) | 10 051 | – |
| Copernicus | 2 939 | 3 476 |
| Accords de pêche | 373 | 176 |
| Galileo | 124 | 719 |
| Protocole avec les pays méditerranéens | – | 264 |
| Autres engagements contractuels | 3 101 | 3 127 |
| Total | 376 303 | 441 288 |

Ces engagements trouvent leur origine dans les engagements juridiques à long terme contractés par l'UE concernant des montants qui n’étaient pas encore couverts par des crédits d’engagement inscrits au budget. Ils peuvent être liés à des programmes pluriannuels tels que les actions structurelles ou à des montants que l'Union s’est engagée à payer ultérieurement dans le cadre de contrats administratifs existant à la clôture du bilan (par exemple, les contrats liés à la prestation de services en matière de sécurité, de nettoyage, etc., mais aussi les engagements contractuels pour des projets spécifiques tels que des travaux de construction). La forte augmentation des engagements juridiques associés aux actions structurelles est imputable au lancement du CFP 2014-2020 pendant la période de référence.

Actions pluriannuelles en gestion partagée

Le tableau ci-après établit une comparaison entre les engagements juridiques qui n’ont pas encore donné lieu à des engagements budgétaires et les engagements maximaux par rapport aux montants prévus dans le CFP 2014-2020, rubriques 1b, 2 et 3. Les obligations futures représentent les montants en suspens pour lesquels la Commission est toujours tenue d’effectuer les paiements après le 31 décembre 2015.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| Fonds | Cadre financier 2014-2020 (A) | Engagements juridiques conclus (B) | Engage-ments budgétaires  (C) | Dégage-ments  (D) | Engagements juridiques moins engagements budgétaires (=B-C+D) | Obligations futures (=A-C) |
| Fonds européen de développement régional et Fonds de cohésion | 259 802 | 259 802 | 66 572 | – | 193 230 | 193 230 |
| Fonds social européen | 89 624 | 89 624 | 26 410 | – | 63 213 | 63 213 |
| Fonds européen d’aide aux plus démunis | 3 814 | 3 814 | 1 036 | – | 2 777 | 2 777 |
| RUBRIQUE 1B: FONDS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION | 353 239 | 353 239 | 94 018 | – | 259 221 | 259 221 |
| Fonds européen agricole pour le développement rural | 99 348 | 98 786 | 23 414 | – | 75 371 | 75 933 |
| Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche | 5 749 | 5 749 | 1 586 | – | 4 163 | 4 163 |
| RUBRIQUE 2: RESSOURCES NATURELLES | 105 097 | 104 535 | 25 000 | – | 79 535 | 80 096 |
| Fonds «Asile et migration» | 3 371 | 631 | 631 | – | 0 | 2 741 |
| Fonds pour la sécurité intérieure | 2 195 | 538 | 538 | – | – | 1 657 |
| RUBRIQUE 3: SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ | 5 566 | 1 169 | 1 169 | – | 0 | 4 398 |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 463 902 | 458 943 | 120 187 | – | 338 755 | 343 715 |

Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI)

Ces engagements ont trait aux engagements juridiques qui n’ont pas encore été utilisés en fin d’exercice par rapport à la garantie totale de l’UE de 16 milliards d’EUR.

|  |  |
| --- | --- |
|  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 |
| Engagements juridiques de l’EFSI non liquidés en fin d’exercice | 16 000 |
| dont |  |
| Passif lié à la garantie financière relative à l’EFSI | – |
| Dette éventuelle liée à l’EFSI | 202 |

Mécanisme pour l’interconnexion en Europe

Le MIE apporte une aide financière aux réseaux transeuropéens afin de soutenir des projets d’intérêt commun dans les secteurs des infrastructures de transport, de télécommunications et d’énergie.

Copernicus

Copernicus est le programme européen d’observation de la Terre – voir aussi la note **2.2**.

Accords de pêche

Ces engagements ont été contractés avec des pays tiers en vue d’opérations menées dans le cadre d’accords internationaux de pêche.

Protocoles avec les pays méditerranéens

Une récente analyse a montré qu’il n’existait plus de base juridique pour tout passif courant, éventuel ou autre en ce qui concerne ces protocoles.

Galileo

Il s’agit des montants affectés au programme Galileo visant à développer un système global de radionavigation par satellite au niveau européen - voir aussi note **2.2**.

Autres engagements contractuels

Les montants indiqués sous cette rubrique correspondent aux engagements restant à payer pendant la durée des contrats. Parmi les montants les plus élevés ici figurent 2,023 milliards d'EUR destinés à l’agence «Fusion for Energy» dans le contexte du projet ITER et 388 millions d’EUR principalement consacrés aux contrats immobiliers du Parlement européen.

1. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations ci-après relatives à la gestion des risques financiers menée par l’UE concernent:

* les activités d’emprunt et de prêt réalisées par la Commission au moyen du MESF, de la BDP, de l’AMF, des actions Euratom et de la CECA en liquidation,
* les opérations de trésorerie effectuées par la Commission afin d’exécuter le budget de l’UE, y compris le produit des amendes,
* le Fonds de garantie relatif aux actions extérieures,
* Le Fonds de garantie de l’EFSI, et
* les instruments financiers relevant du budget.
  1. TYPES DE RISQUE

Le **risque de marché** correspond au risque de fluctuation de la juste valeur ou des trésoreries futures d’un instrument financier en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché englobe non seulement les possibilités de perte, mais également les possibilités de gain. Il comprend *le risque de change, le risque de taux d’intérêt et d’autres risques liés aux prix* (l’UE n’est pas concernée par ces derniers).

1. Le *risque de change* correspond au risque que les opérations de l’UE ou la valeur de ses investissements soient affectées par des variations des taux de change. Ce risque découle de la variation du prix d’une monnaie par rapport à une autre.
2. Le *risque de taux d’intérêt* correspond au risque de baisse de la valeur d’un titre, plus particulièrement d’une obligation, découlant d’une hausse des taux d’intérêt. En général, des taux d’intérêt plus élevés entraînent la baisse du prix des obligations à taux fixe et inversement.

Le **risque de crédit** correspond au risque de perte découlant du non-paiement par un débiteur/emprunteur d’un prêt ou d’une autre forme de crédit (qu’il s’agisse du principal, des intérêts ou des deux) ou d’une autre incapacité à honorer une obligation contractuelle. Les cas de défaillance comprennent le retard de remboursement, le rééchelonnement des remboursements de l’emprunteur ainsi que la faillite.

Le **risque de liquidité** résulte de la difficulté de vendre un actif, par exemple lorsqu’un titre ou un actif ne peut être négocié sur le marché assez rapidement pour éviter une perte ou honorer une obligation.

* 1. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES

L’exécution du budget de l’UE repose de plus en plus sur l’utilisation d’instruments financiers. Cette nouvelle stratégie est fondée sur un concept fondamental très différent de la méthode traditionnelle d’exécution budgétaire qui consiste à accorder primes et subventions: l’idée que, pour chaque euro du budget versé via des instruments financiers, le bénéficiaire final reçoit plus d'un euro en guise de soutien financier, grâce à l’effet de levier. Cet usage intelligent du budget de l’UE accroît autant que possible l’incidence des fonds disponibles. Pour plus d’informations sur cet instrument, voir la note **2.4**.

La plupart des instruments financiers ont en commun le fait que leur mise en œuvre est déléguée soit au groupe de la BEI (dont le FEI), sur la base d’un accord conclu entre la CE et la BEI, soit à un autre intermédiaire financier. Les accords signés avec ces intermédiaires prévoient des conditions et obligations strictes pour ceux-ci, afin de garantir que la gestion des crédits européens et le compte rendu en la matière se déroulent correctement. Dès qu'une contribution financière à l’un des instruments a été engagée, les fonds sont transférés sur un compte bancaire de l’intermédiaire financier spécialement ouvert à cet effet (compte fiduciaire). L’intermédiaire financier peut, suivant l’instrument concerné, utiliser les fonds de ce compte fiduciaire pour octroyer des prêts, émettre des titres de créances, etc. Le produit des instruments financiers doit, en règle générale, être reversé au budget de l’UE.

Le risque associé à ces instruments financiers se limite généralement à un plafond défini dans les accords sous-jacents, qui correspond au montant prévu au budget pour l’instrument. Étant donné que la Commission supporte souvent la «tranche de première perte» et que ces instruments sont destinés à financer des bénéficiaires présentant un risque plus élevé (qui obtiennent difficilement un financement auprès de prêteurs commerciaux), il est donc probable que le budget de l’UE subisse au moins quelques pertes.

Opérations d’emprunt et de prêt

Les opérations d’emprunt et de prêt, ainsi que la gestion de trésorerie qui s'y rapporte, sont réalisées par l’UE en vertu des décisions correspondantes du Conseil, le cas échéant, et de lignes directrices internes. Des manuels ont été élaborés qui décrivent les procédures à appliquer dans des domaines précis tels que les emprunts, les prêts et la gestion de trésorerie et qui sont utilisés par les unités opérationnelles compétentes. En règle générale, aucune opération visant à compenser les fluctuations de taux d’intérêt ou de devises (opérations de «couverture») n’est effectuée, étant donné que les activités de prêt sont généralement financées au moyen d’emprunts réciproques («back-to-back»), ne générant ainsi aucun taux d’intérêt variable ni de positions ouvertes en devises. L’application du caractère réciproque est régulièrement contrôlée.

Trésorerie

Les règles et principes applicables à la gestion des opérations de trésorerie effectuées par la Commission sont fixés dans le règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil [modifié par les règlements (CE, Euratom) n° 2028/2004 et (CE, Euratom) n° 105/2009 du Conseil] ainsi que dans le règlement financier et ses règles d’application.

En vertu des règlements précités, les grands principes suivants s’appliquent:

* les ressources propres sont versées par les États membres sur des comptes ouverts à cet effet au nom de la Commission auprès du Trésor ou de l’organisme désigné par chaque État membre. La Commission peut effectuer des prélèvements sur les comptes précités uniquement pour couvrir ses besoins de trésorerie,
* les États membres versent les ressources propres dans leurs propres monnaies nationales, tandis que les paiements de la Commission sont principalement libellés en euros,
* les comptes bancaires ouverts au nom de la Commission ne peuvent pas être à découvert. Cette restriction ne s’applique pas aux comptes des ressources propres de la Commission en cas de défaillance sur des prêts contractés ou garantis conformément aux règlements et décisions du Conseil de l’UE et sous certaines conditions, quand les besoins de ressources en trésorerie dépassent les actifs sur les comptes;
* les fonds des comptes bancaires libellés dans des monnaies autres que l’euro sont utilisés pour des paiements dans ces mêmes monnaies ou périodiquement convertis en euros.

Outre les comptes de ressources propres, d’autres comptes bancaires sont ouverts par la Commission auprès des banques centrales et de banques commerciales afin d’effectuer des paiements et de recevoir des versements autres que les contributions des États membres au budget.

Les opérations de trésorerie et de paiement sont fortement automatisées et reposent sur des systèmes informatiques modernes. Des procédures spéciales sont appliquées pour garantir la sécurité des systèmes et assurer la séparation des tâches conformément au règlement financier, aux standards de contrôle interne de la Commission et aux principes d’audit.

Un ensemble de lignes directrices et de procédures consignées par écrit régit la gestion des opérations de trésorerie et de paiement effectuées par la Commission afin de limiter le risque opérationnel et financier et de garantir un niveau de contrôle suffisant. Ces lignes directrices et procédures couvrent les différents domaines d’opération (par exemple, l’exécution des paiements et la gestion de la trésorerie, les prévisions de trésorerie, la continuité de l’exploitation, etc.), et la conformité avec les lignes directrices et procédures est vérifiée régulièrement. En outre, des informations concernant la gestion des risques et les meilleures pratiques sont échangées entre la direction générale du budget et la direction générale des affaires économiques et financières.

Amendes

*Amendes encaissées à titre provisionnel: dépôts*

Les montants perçus avant 2010 restent sur des comptes bancaires de banques spécialement sélectionnées pour le dépôt des amendes encaissées à titre provisionnel. La sélection de ces établissements a lieu conformément aux procédures d’adjudication définies dans le règlement financier. Le placement des fonds auprès de banques spécifiques est régi par la politique interne de gestion des risques, qui définit les exigences en matière de notation de crédit et le montant pouvant être placé au regard des fonds propres de la contrepartie. Les risques financiers et opérationnels sont identifiés et évalués, et le respect des politiques et procédures internes est régulièrement vérifié.

*Amendes encaissées à titre provisionnel: portefeuille BUFI*

Depuis 2010, les amendes imposées et encaissées à titre provisionnel sont investies dans un fonds expressément créé à cet effet, le fonds BUFI. Ce dernier a pour principaux objectifs de réduire les risques liés aux marchés financiers et d'assurer l’égalité de traitement entre toutes les entités visées par une amende, en offrant un rendement garanti calculé sur la même base. Les actifs correspondant aux amendes encaissées à titre provisionnel sont gérés par la Commission conformément aux lignes directrices internes relatives à la gestion des actifs. Des manuels ont été élaborés qui décrivent les procédures à appliquer dans des domaines spécifiques, tels que la gestion de trésorerie, et qui sont utilisés par les unités opérationnelles compétentes. Les risques financiers et opérationnels sont identifiés et évalués, et le respect des lignes directrices et procédures internes est régulièrement vérifié.

Les activités de gestion d’actifs ont pour but de placer les amendes payées à titre provisionnel à la Commission de façon à:

1. garantir que les fonds soient aisément disponibles lorsqu’ils sont requis; tout en veillant à
2. obtenir, dans des circonstances normales, un rendement qui soit en moyenne au minimum égal au rendement de référence du BUFI, frais déduits.

D’une manière générale, les placements sont limités essentiellement aux catégories suivantes: dépôts à terme auprès de banques centrales des pays de la zone euro, auprès d’agences de la dette souveraine des pays de la zone euro, auprès de banques entièrement détenues par l’État ou garanties par l’État ou auprès d’institutions supranationales, et obligations, lettres de change et certificats de dépôt émis par des entités souveraines ou supranationales.

*Garanties bancaires*

Des sommes importantes au titre de garanties émises par des institutions financières sont détenues par la Commission dans le cadre des amendes qu’elle impose aux entreprises qui enfreignent les règles de l’UE en matière de concurrence (voir la note **2.6.1.2**). Ces garanties sont fournies par les entreprises sanctionnées et se substituent à l’exécution de paiements provisionnels. Elles sont gérées conformément à la politique interne de gestion des risques. Les risques financiers et opérationnels sont identifiés et évalués, et le respect des politiques et procédures internes est régulièrement vérifié.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Les règles et principes applicables à la gestion des actifs du Fonds de garantie sont exposés dans la convention conclue le 25 novembre 1994 entre la Commission et la BEI, ainsi que dans ses modifications ultérieures des 17 et 23 septembre 1996, 8 mai 2002, 25 février 2008 et 9 novembre 2010. Ce Fonds de garantie ne fonctionne qu’en euro. Les investissements sont exclusivement réalisés dans cette monnaie afin d’éviter tout risque lié au taux de change. La gestion des actifs repose sur les règles de prudence traditionnelles adoptées pour les activités financières. Elle doit accorder une attention particulière à la réduction des risques, en s’assurant par ailleurs que les actifs gérés peuvent être liquidés ou transférés sans retard notable, compte tenu des engagements couverts.

**Fonds de garantie de l’EFSI**

Le Fonds de garantie de l'EFSI a été institué par le règlement (UE) 2015/1017 du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2015. Les règles et principes applicables à la gestion des actifs du Fonds sont énoncés dans la décision C(2016) 165 de la Commission du 21 janvier 2016. Au 31 décembre 2015, le Fonds de garantie de l'EFSI était dépourvu de crédits, car les entrées étaient prévues à partir d'avril 2016.

* + 1. Rapprochement de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers

Rapprochement des valeurs comptables et de la juste valeur des actifs financiers par classe

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | | 31.12.2014 | |
|  | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Actifs financiers à la juste valeur |  |  |  |  |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 9 620 | 9 620 | 9 406 | 9 406 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 21 671 | 21 671 | 17 545 | 17 545 |
| Total | 31 292 | 31 292 | 26 951 | 26 951 |
| Actifs financiers au coût amorti |  |  |  |  |
| Prêts | 57 251 | 57 252 | 58 843 | 58 843 |
| Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe | 10 324 | 10 324 | 15 578 | 15 578 |
| Total | 67 575 | 67 576 | 74 421 | 74 421 |
| Total | 98 867 | 98 868 | 101 372 | 101 372 |

Rapprochement des valeurs comptables et de la juste valeur des passifs financiers par classe

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | | 31.12.2014 | |
|  | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Passifs financiers à la juste valeur | – | – | – | – |
| Passifs financiers au coût amorti |  |  |  |  |
| Emprunts | 56 860 | 56 860 | 58 470 | 58 470 |
| Passifs liés aux contrats de location-financement | 1 723 | 1 723 | 1 755 | 1 755 |
| Créditeurs | 32 191 | 32 191 | 43 180 | 43 180 |
| Autres | 1 120 | 1 120 | 454 | 454 |
| Total | 91 894 | 91 894 | 103 859 | 103 859 |

* 1. RISQUE DE CHANGE

Exposition des instruments financiers de l’UE au risque de change en fin d’exercice – position nette

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | 31.12.2015 | | | | | | |  | 31.12.2014 | | | | | | |
|  | USD | GBP | DKK | SEK | EUR | Autres | Total |  | USD | GBP | DKK | SEK | EUR | Autres | Total |
| Actifs financiers |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 81 | 76 | 11 | 8 | 9 416 | 28 | 9 620 |  | 68 | 77 | 7 | 9 | 9 203 | 42 | 9 406 |
| Prêts\* | 5 | 0 | – | – | 354 | 18 | 377 |  | 2 | – | – | – | 303 | 28 | 334 |
| Créances à recevoir et à recouvrer | 10 | 542 | 53 | 85 | 9 555 | 78 | 10 324 |  | 2 | 4 102 | 50 | 88 | 11 197 | 140 | 15 578 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 36 | 1 785 | 368 | 1 287 | 17 342 | 853 | 21 671 |  | 44 | 1 157 | 471 | 928 | 14 180 | 764 | 17 545 |
| Total | 132 | 2 403 | 433 | 1 380 | 36 667 | 977 | 41 992 |  | 116 | 5 336 | 528 | 1 024 | 34 883 | 974 | 42 862 |
| Passifs financiers |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Créditeurs | (1) | (2) | 0 | (0) | (32 187) | (1) | (32 191) |  | – | (10) | – | – | (43 168) | (2) | (43 180) |
| Total | (1) | (2) | 0 | (0) | (32 187) | (1) | (32 191) |  | – | (10) | – | – | (43 168) | (2) | (43 180) |
| Total | 131 | 2 401 | 433 | 1 380 | 4 480 | 976 | 9 801 |  | 116 | 5 326 | 528 | 1 024 | (8 284) | 972 | (318) |

*\* Hors prêts «back-to-back».*

Si l’euro s’était apprécié de 10 % par rapport aux autres monnaies, l'effet aurait été le suivant:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | en Mio EUR |
|  | Résultat économique | | |  |
|  | USD | GBP | DKK | SEK |
| 31.12.2015 | (5) | (212) | (38) | (125) |
| 31.12.2014 | (4) | (483) | (47) | (92) |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | en Mio EUR |
|  | Actifs nets | | |  |
|  | USD | GBP | DKK | SEK |
| 31.12.2015 | (7) | (7) | (1) | (1) |
| 31.12.2014 | (6) | (7) | (1) | (1) |

Si l’euro s’était déprécié de 10 % par rapport à ces monnaies, l'effet aurait été le suivant:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | en Mio EUR |
|  | Résultat économique | | |  |
|  | USD | GBP | DKK | SEK |
| 31.12.2015 | 6 | 259 | 47 | 152 |
| 31.12.2014 | 5 | 591 | 58 | 113 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | en Mio EUR |
|  | Actifs nets | | |  |
|  | USD | GBP | DKK | SEK |
| 31.12.2015 | 9 | 8 | 1 | 1 |
| 31.12.2014 | 8 | 9 | 1 | 1 |

Opérations d’emprunt et de prêt

La plupart des actifs et passifs financiers sont libellés en euros, ce qui permet à l’UE d’être à l'abri de tout risque de change. Toutefois, l’UE accorde des prêts en USD par l’intermédiaire de l’instrument financier Euratom, qui sont financés par des emprunts d’un montant équivalent en USD (opération «back-to-back»). À la date du bilan, l’UE n’a pas de risque de change en rapport avec Euratom.

Trésorerie

Les ressources propres versées par les États membres dans des monnaies autres que l’euro sont conservées sur les comptes «ressources propres», conformément au règlement en la matière. Elles sont converties en euros lorsqu’elles sont nécessaires pour couvrir l’exécution des paiements. Les procédures appliquées pour la gestion de ces fonds sont régies par le règlement précité. Dans un nombre limité de cas, ces fonds sont utilisés directement pour des paiements à exécuter dans les mêmes monnaies.

Plusieurs comptes en monnaies de l’UE autres que l’euro, ainsi qu'en USD et en CHF, sont détenus par la Commission auprès de banques commerciales aux fins d’exécuter des paiements libellés dans ces mêmes monnaies. Ces comptes sont réapprovisionnés en fonction du montant des paiements à exécuter, de sorte que leurs soldes ne subissent pas d’exposition au risque de change.

Si des recettes diverses (hors ressources propres) sont reçues dans des monnaies autres que l’euro, elles sont soit transférées sur des comptes de la Commission libellés dans ces mêmes monnaies si elles sont nécessaires pour couvrir l’exécution de paiements, soit converties en euros et transférées sur des comptes libellés en euros. Les régies d’avances détenues dans des monnaies autres que l’euro sont réapprovisionnées en fonction des besoins estimés de paiements locaux à court terme dans ces mêmes monnaies. Les soldes de ces comptes sont maintenus dans les limites de leurs plafonds respectifs.

Amendes

*Amendes encaissées à titre provisionnel (dépôts et portefeuille BUFI) et garanties bancaires*

Étant donné que toutes les amendes sont imposées et payées en euros, il n’y a pas de risque de change.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Les actifs financiers de ce Fonds étant libellés en euros, il n’y a pas de risque de change. Les prêts subrogés à l’UE à la suite d'appels au Fonds résultant de la défaillance du bénéficiaire d’un prêt le sont dans leur monnaie d’origine, ce qui expose l’UE à un risque de change. Aucune opération visant à compenser les fluctuations de devises (opérations de «couverture») n’est effectuée, eu égard à l’incertitude quant aux délais de remboursement des prêts.

* 1. RISQUE DE TAUX D’INTÉRÊT

Le tableau ci-dessous illustre la sensibilité des actifs financiers disponibles à la vente aux taux d’intérêt, en se fondant sur l’hypothèse d’une fluctuation des taux d'intérêt de +/- 100 points de base (1 %).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | Hausse (+) / baisse (-) en points de base | Effet sur le résultat économique et les actifs nets |
| 31.12.2015: Actifs financiers disponibles à la vente | +100 | (206) |
|  | -100 | 223 |
| 31.12.2014: Actifs financiers disponibles à la vente | +100 | (138) |
|  | -100 | 149 |

Opérations d’emprunt et de prêt

*Emprunts et prêts à taux d’intérêt variables*

En raison de la nature de ses opérations d’emprunt et de prêt, l’UE possède d’importants actifs et passifs producteurs d’intérêts. Les emprunts dans le cadre de l’AMF et d’Euratom, émis à des taux variables, exposent l’UE à un risque de taux d’intérêt. Toutefois, les risques de taux d’intérêt qui résultent d’emprunts sont compensés par des prêts aux modalités similaires («back-to-back»). À la date de clôture, l’UE a contracté des prêts (exprimés en montants nominaux) à taux variables pour un montant de 380 millions d’EUR (contre 484 millions d’EUR en 2014), une réévaluation intervenant tous les six mois.

*Emprunts et prêts à taux d’intérêt fixes*

L’UE a également des prêts à taux fixe dans le cadre de l’AMF et d’Euratom pour un total de 2,927 milliards d’EUR en 2015 (contre 1,692 milliard d’EUR en 2014), qui ont une échéance finale inférieure à un an (13 millions d’EUR), comprise entre un et cinq ans (760 millions d’EUR) et supérieure à cinq ans (2,154 milliards d’EUR). Plus important encore, l’UE possède 7 prêts à taux fixe au titre de l’instrument financier BDP, pour un total de 5,7 milliards d’EUR en 2015 (contre 8,4 milliards d’EUR en 2014), avec une échéance finale inférieure à un an (1,5 milliard d’EUR), comprise entre un et cinq ans (4,0 milliards d’EUR) et supérieure à cinq ans (0,2 milliard d’EUR). Dans le cadre de l’instrument financier du MESF, l’UE a contracté 23 prêts à taux fixes pour un total de 46,8 milliards d’EUR en 2015 (contre 46,8 milliards d’EUR en 2014), avec une échéance finale inférieure à un an (4,75 millions d’EUR), comprise entre un et cinq ans (4,5 milliards d’EUR) et supérieure à cinq ans (37,55 milliards d’EUR).

Trésorerie

La trésorerie de la Commission ne contracte pas d’emprunts. Elle ne s’expose donc à aucun risque de taux d’intérêt. Des intérêts sont toutefois calculés sur les soldes qu’elle détient sur ses différents comptes bancaires. Par conséquent, la Commission a mis en place des mesures visant à garantir que les intérêts générés par ses comptes bancaires reflètent régulièrement les taux d’intérêt du marché, ainsi que leurs éventuelles fluctuations.

Les comptes ouverts auprès des Trésors des États membres pour l’encaissement des ressources propres ne génèrent ni intérêts ni frais. Les comptes détenus auprès des banques centrales nationales peuvent être rémunérés aux taux officiels appliqués par chaque institution. Étant donné qu'à l'heure actuelle, une partie des rémunérations appliquées à ces comptes peut être négative, des procédures de gestion de trésorerie sont en place pour réduire au minimum les soldes présents sur ces comptes.

Les soldes de fin de journée des comptes bancaires détenus auprès de banques commerciales rapportent quotidiennement des intérêts. Ceux-ci sont calculés selon des taux du marché variables auxquels s’applique une marge contractuelle (positive ou négative). La valeur plancher des taux appliqués par les banques commerciales est généralement fixée contractuellement à zéro. Par conséquent, les intérêts revenant à la Commission ne risquent pas d’être inférieurs aux taux du marché.

Amendes

*Amendes encaissées à titre provisionnel (dépôts, portefeuille BUFI) et garanties bancaires*

Les dépôts et les garanties bancaires ne sont pas exposés aux risques de taux d’intérêt. Les intérêts sur les dépôts reflètent les taux d’intérêt du marché, ainsi que leurs éventuelles fluctuations. Il s’agit d’obligations d’une valeur nominale de 225 millions d’EUR à taux d’intérêt variables, ce qui représente 8,76 % du portefeuille BUFI. Le paramètre de mesure de la sensibilité du taux d’intérêt, la durée du portefeuille, suit de très près la durée de l’indice BUFI. Tout effet négatif sur l’évaluation de l’actif serait compensé du côté du passif du BUFI. Il ne subsiste qu’une lointaine exposition au risque lié au taux d’intérêt au cas où des effets négatifs se produisant durant la période couverte par l’amende entraîneraient une performance globale négative de l’indice de référence.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Les titres de créance à taux variables du Fonds de garantie subissent les effets de la volatilité de ces taux, tandis que les titres de créance à taux fixes présentent un risque concernant la juste valeur. Les obligations à taux fixe représentent environ 88 % du portefeuille d’investissement à la date de clôture (2014: 65 %).

* 1. RISQUE DE CRÉDIT

Les montants qui représentent l’exposition de l’UE au risque de crédit en fin de période de référence sont les valeurs comptables des instruments financiers tels qu'indiqués dans la note **2**.

Analyse de l’âge des actifs financiers non dépréciés

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | | | en Mio EUR |
|  | Total | Ni échus ni dépréciés | Échus mais non dépréciés | | |
|  |  |  | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans |
| Prêts | 57 251 | 57 251 | 0 | – | – |
| Créances à recevoir et à recouvrer | 10 324 | 8 672 | 120 | 1 384 | 148 |
| Total au 31.12.2015 | 67 575 | 65 922 | 120 | 1 384 | 148 |
| Prêts | 58 843 | 58 843 | – | – | – |
| Créances à recevoir et à recouvrer | 15 578 | 7 968 | 5 624 | 1 847 | 138 |
| Total au 31.12.2014 | 74 421 | 66 811 | 5 624 | 1 847 | 138 |

Les créances à recevoir et à recouvrer entre 1 et 5 ans comprennent les créances à recouvrer liées aux amendes en matière de concurrence, soit 1 305 millions d'EUR, qui sont dans une large mesure couvertes par des garanties bancaires, de sorte que la Commission n'est pas exposée au risque de crédit. Ces garanties sont fournies par les entreprises sanctionnées et se substituent à l’exécution de paiements provisionnels.

Qualité de crédit des actifs financiers qui ne sont ni échus ni dépréciés

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  | 31.12.2015 | | | | 31.12.2014 | | | |
|  | DAV\* | Prêts et créances à recevoir | Trésorerie | Total | DAV\* | Prêts et créances à recevoir | Tréso-rerie | Total |
| Contreparties avec notation de crédit externe |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Première qualité et haute qualité | 5 945 | 3 256 | 16 147 | 25 349 | 7 511 | 2 951 | 13 947 | 24 409 |
| Qualité moyenne supérieure | 1 087 | 23 818 | 4 503 | 29 409 | 359 | 25 045 | 2 932 | 28 335 |
| Qualité moyenne inférieure | 1 247 | 4 527 | 263 | 6 037 | 347 | 6 001 | 301 | 6 649 |
| Catégorie spéculative | 32 | 29 371 | 732 | 30 136 | 42 | 28 191 | 317 | 28 550 |
| Total | 8 310 | 60 973 | 21 646 | 90 930 | 8 259 | 62 188 | 17 497 | 87 944 |
| Contreparties sans notation de crédit externe |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 1 | - | 4 855 | 25 | 4 880 | – | 4 488 | 48 | 4 537 |
| Groupe 2 | – | 95 | – | 95 | – | 136 | – | 136 |
| Total | – | 4 950 | 25 | 4 975 | – | 4 624 | 48 | 4 673 |
| Total | 8 310 | 65 922 | 21 671 | 95 905 | 8 259 | 66 812 | 17 545 | 92 616 |

*\* Actifs financiers disponibles à la vente (hors instruments de capitaux propres)*

Les actifs financiers disponibles à la vente revêtant la forme d’instruments de capitaux propres sans notation de crédit externe ne figurent pas dans le tableau ci-dessus. Les quatre catégories de risque susmentionnées reposent en principe sur les catégories des agences de notation externes et correspondent à:

* première qualité et haute qualité: Moody P-1, Aaa – Aa3; S&P A-1+, A-1, AAA – AA -; Fitch F1+, F1, AAA – AA- et équivalent;
* qualité moyenne supérieure: Moody P-2, A1 – A3; S&P A-2, A+ - A-; Fitch F2, A+ - A- et équivalent;
* qualité moyenne inférieure: Moody P-3, Baa1 – Baa3, S&P A-3, BBB+ - BBB-; Fitch F-3, BBBB+ - BBB- et équivalent;
* catégorie spéculative: Moody non prime, Ba1 – C; S&P B, C, BB+ - D; Fitch B, C, BB+ - D et équivalent.

Il convient de noter que l’UE utilise les catégories de notation de ces agences externes comme référence, notamment pour les instruments financiers et les banques commerciales, mais elle peut, s’appuyant sur sa propre analyse de cas individuels, conserver des montants dans l’une des catégories de risque ci-dessus même si une ou plusieurs des agences de notation susmentionnées ont revu à la baisse la note de la contrepartie en question. S’agissant des contreparties non notées, le groupe n° 1 se rapporte à des débiteurs qui n’ont pas connu de défaillance par le passé, et le groupe n° 2 à des débiteurs ayant connu des défaillances par le passé.

Les montants indiqués ci-dessus sous «Prêts et créances à recouvrer» classés dans la catégorie spéculative concernent essentiellement des prêts d’appui financier versés par la Commission à des États membres en difficulté financière et des créances à recouvrer auprès de certains États membres sur la base du règlement relatif aux ressources propres ou d'autres bases juridiques. Le montant indiqué sous «Trésorerie» concerne les comptes bancaires destinés aux ressources propres ouverts, auprès du Trésor ou des banques centrales des États membres, pour recevoir les contributions au titre des ressources propres, comme le prévoit le règlement en la matière. La Commission peut effectuer des prélèvements sur ces comptes uniquement pour couvrir des besoins en trésorerie découlant de l’exécution du budget.

Opérations d’emprunt et de prêt

L’exposition au risque de crédit est gérée dans un premier temps en obtenant, dans le cas d’Euratom, des garanties de la part des pays, puis par l’intermédiaire du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (AMF et Euratom), ensuite par la possibilité de prélever les fonds nécessaires sur les comptes de ressources propres de la Commission auprès des États membres et, enfin, par l’intermédiaire du budget de l’UE. La législation en matière de ressources propres fixe le plafond pour les paiements de ressources propres à 1,23 % du RNB des États membres et, au cours de 2015, 0,92 % ont effectivement été utilisés pour couvrir les crédits de paiement. Cela signifie qu’au 31 décembre 2015, une marge disponible de 0,31 % existait pour couvrir ces garanties. Le Fonds de garantie relatif aux actions extérieures a été constitué en 1994 pour couvrir les risques de défaillance liés aux emprunts qui financent des prêts à des pays extérieurs à l’UE. L’exposition au risque de crédit est de toute façon atténuée par la possibilité de prélever des fonds sur les comptes «ressources propres» de la Commission auprès des États membres en plus des actifs sur ces comptes dans le cas où un débiteur serait incapable de rembourser intégralement les montants dus. À cette fin, l’Union est autorisée à appeler tous les États membres à garantir le respect de l’obligation légale de l’UE envers ses bailleurs de fonds.

En ce qui concerne les opérations de trésorerie, il convient d’appliquer les lignes directrices relatives au choix des contreparties. Par conséquent, l’unité opérationnelle pourra seulement traiter avec des banques éligibles disposant de limites sur contreparties suffisantes.

Trésorerie

La plupart des ressources en trésorerie de la Commission sont, conformément au règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil relatif aux ressources propres, conservées sur des comptes ouverts par les États membres pour le paiement de leurs contributions (ressources propres). Tous ces comptes sont ouverts auprès du Trésor ou de la banque centrale nationale de chaque État membre. Ces institutions ne présentent pratiquement aucun risque de crédit (ou contrepartie) pour la Commission, le risque étant supporté par les États membres. En ce qui concerne les ressources en trésorerie de la Commission déposées auprès de banques commerciales pour couvrir les paiements à exécuter, le réapprovisionnement de ces comptes se fait selon le principe du «juste à temps» et est géré de façon automatique par le système de gestion de la trésorerie. Des niveaux minimaux de liquidités, qui tiennent compte du montant moyen des paiements journaliers exécutés par le système, sont conservés sur chaque compte. Par conséquent, le solde total de fin de journée de ces comptes est toujours faible (globalement autour de 60 millions d’EUR en moyenne, répartis sur 20 comptes), ce qui limite considérablement l’exposition de la Commission au risque. Ces montants doivent être examinés au regard des soldes de trésorerie totaux quotidiens, qui ont fluctué en 2015 entre 300 millions et 34 milliards d’EUR, et du montant total des paiements exécutés à partir des comptes de la Commission en 2015, qui est supérieur à 142 milliards d’EUR.

De plus, des lignes directrices spécifiques sont appliquées pour la sélection des banques commerciales afin de réduire davantage le risque de contrepartie auquel la Commission est exposée:

* toutes les banques commerciales sont sélectionnées par voie d’appels d’offres. La notation de crédit à court terme la plus basse ouvrant l’accès à une procédure d’appel d’offres est Moody P-1 ou équivalent. Un niveau inférieur peut être accepté dans des circonstances particulières dûment justifiées;
* les notations de crédit des banques commerciales auprès desquelles la Commission dispose de comptes sont réexaminées quotidiennement. Des mesures de surveillance renforcées et des révisions quotidiennes des notations des banques commerciales ont été adoptées compte tenu du contexte de crise financière, et maintenues;
* dans les délégations en dehors de l’UE, des régies d’avances sont ouvertes auprès de banques locales sélectionnées par une procédure d’appel d’offres simplifiée. La notation exigée dépend de la situation locale et peut sensiblement varier d’un pays à l’autre. Afin de limiter l’exposition au risque, les soldes de ces comptes sont maintenus au niveau le plus faible possible (compte tenu des besoins opérationnels). Les comptes sont réapprovisionnés régulièrement et les plafonds appliqués sont révisés annuellement.

Amendes

*Amendes encaissées à titre provisionnel: dépôts*

Les banques qui détiennent des dépôts au titre des amendes encaissées à titre provisionnel avant 2010 sont sélectionnées par une procédure d’adjudication conformément à la politique de gestion des risques, qui définit les exigences en matière de notation de crédit et le montant qui peut être placé au regard des fonds propres de la contrepartie.

Pour les banques commerciales spécialement sélectionnées pour le dépôt des amendes encaissées à titre provisionnel, une notation à long terme minimale A (S&P ou équivalent) et une notation à court terme minimale A-1 (S&P ou équivalent) sont généralement nécessaires. Des mesures spécifiques sont appliquées dans le cas où certaines banques de ce groupe subiraient un déclassement. De plus, les montants déposés auprès de chaque banque sont limités à un certain pourcentage de ses fonds propres, qui varie en fonction du niveau de notation de chaque établissement. Le calcul de telles limites tient également compte du montant des garanties en cours émises en faveur de la Commission par le même établissement. La conformité des dépôts en cours avec les exigences de la politique en vigueur est évaluée régulièrement.

*Amendes encaissées à titre provisionnel: portefeuille BUFI*

Pour les placements découlant d'amendes encaissées à titre provisionnel, la Commission supporte une exposition au risque de crédit. L’exposition est essentiellement concentrée sur la France et l’Italie, car ces pays représentent 32 et 16 % respectivement du volume nominal total du portefeuille.

*Garanties bancaires*

De fortes sommes au titre de garanties émises par les institutions financières sont également détenues par la Commission dans le cadre des amendes qu’elle impose aux entreprises qui enfreignent les règles de l’UE en matière de concurrence (voir la note **2.6.1.2**). Ces garanties sont fournies par les entreprises sanctionnées et se substituent à l’exécution de paiements provisionnels. La politique de gestion des risques appliquée pour l’acceptation de telles garanties a été revue en 2012 et une nouvelle combinaison d’exigences en matière de notation de crédit et de pourcentages limités par contrepartie (proportionnels aux fonds propres de chaque contrepartie) a été définie en fonction de l’environnement financier actuel dans l’UE. Elle continue à garantir une grande qualité de crédit pour la Commission. La conformité des garanties en cours avec les exigences de la politique en vigueur est évaluée régulièrement.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Conformément à la convention signée entre l’UE et la BEI concernant la gestion de ce Fonds de garantie, tous les investissements (titres, dépôts, etc.) ont la notation «investment grade» requise.

* 1. Risque de liquidité

Analyse des échéances des passifs financiers en fonction de l’échéance résiduelle contractuelle

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | Total |
| Emprunts | 7 218 | 9 660 | 39 982 | 56 860 |
| Passifs liés aux contrats de location-financement | 75 | 392 | 1 256 | 1 723 |
| Créditeurs | 32 191 | – | – | 32 191 |
| Autres | 645 | 120 | 353 | 1 120 |
| Total au 31.12.2015 | 40 130 | 10 173 | 41 591 | 91 894 |
| Emprunts | 8 727 | 15 386 | 34 357 | 58 470 |
| Passifs liés aux contrats de location-financement | 81 | 366 | 1 309 | 1 755 |
| Créditeurs | 43 180 | – | – | 43 180 |
| Autres | 20 | 97 | 336 | 454 |
| Total au 31.12.2014 | 52 008 | 15 849 | 36 002 | 103 859 |

Opérations d’emprunt et de prêt

Le risque de liquidité qui résulte des emprunts est généralement compensé par des prêts aux modalités similaires (opérations «back-to-back»). Pour l’AMF et Euratom, le Fonds de garantie relatif aux actions extérieures fait office de réserve de liquidité (ou de filet de sécurité) en cas de défaut ou de retard de paiement des emprunteurs. Pour la BDP, le règlement (CE) n° 431/2009 du Conseil prévoit une procédure autorisant un délai suffisant pour mobiliser des fonds par l’intermédiaire des comptes de ressources propres de la Commission auprès des États membres. Le règlement (UE) n° 407/2010 du Conseil prévoit une procédure similaire pour le MESF.

Trésorerie

Les principes budgétaires de l’UE visent à garantir des ressources globales en trésorerie toujours suffisantes pour exécuter tous les paiements d’un exercice donné. En effet, l’ensemble des contributions des États membres correspond au montant des crédits de paiement pour l’exercice budgétaire. Les contributions des États membres sont toutefois échelonnées en douze versements mensuels au cours de l’exercice, tandis que les paiements ont un caractère plus saisonnier. De plus, conformément au règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil (règlement relatif aux ressources propres), les contributions des États membres correspondant aux budgets (rectificatifs) approuvés après le 16 d’un mois donné (N) ne sont mises à disposition que le mois N+2, tandis que les crédits de paiement correspondants sont immédiatement mis à disposition. Des procédures de prévision régulière de trésorerie ont été mises en place pour garantir que les ressources en trésorerie sont toujours suffisantes pour couvrir les paiements à exécuter au cours d’un mois donné. Les ressources propres ou fonds supplémentaires peuvent ainsi être appelés par anticipation auprès des États membres, en cas de besoin, à concurrence de certaines limites et sous certaines conditions. La saisonnalité des dépenses et les restrictions budgétaires globales des dernières années ont engendré la nécessité de renforcer le contrôle du rythme des paiements sur l’année. En outre, dans le cadre des opérations de trésorerie journalières de la Commission, des outils de gestion de trésorerie automatisés vérifient quotidiennement que chaque compte bancaire détenu par la Commission dispose des liquidités suffisantes.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Le fonds est géré de sorte que les actifs aient un degré suffisant de mobilisation et de liquidité par rapport aux engagements correspondants. Il doit posséder un minimum de 100 millions d’EUR dans un portefeuille d’instruments monétaires présentant des échéances inférieures à 12 mois. Au 31 décembre 2015, le montant de ces investissements, trésorerie incluse, était de 173 millions d’EUR. En outre, 20 % au moins de la valeur nominale du fonds doivent être représentés par des instruments monétaires, des obligations à taux fixe avec une échéance résiduelle inférieure à un an et des obligations à taux variable. Au 31 décembre 2015, ce taux s'établissait à 28 %.

1. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES
   1. PARTIES LIÉES

Les parties liées de l’UE sont les entités consolidées de l’UE, les entités associées et les principaux dirigeants de ces entités. Les transactions qui ont lieu entre ces entités sont réalisées dans le cadre des opérations normales de l’UE. Conformément aux règles comptables de l’UE, aucune information spécifique n’est exigée dans le cadre de ces transactions.

* 1. DROITS DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Aux fins de la communication d’informations sur les transactions avec des parties liées concernant les principaux dirigeants de l’UE, les intéressés sont répartis en cinq catégories:

**Catégorie 1:** les présidents du Conseil européen, de la Commission et de la Cour de justice de l'Union européenne.

**Catégorie 2:** le vice-président de la Commission et haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que les autres vice-présidents de la Commission.

**Catégorie 3:** le secrétaire général du Conseil, les membres de la Commission, les juges et avocats généraux de la Cour de justice de l’Union européenne, le président et les membres du Tribunal, le président et les membres du Tribunal de la fonction publique de l’Union européenne, le Médiateur européen et le Contrôleur européen de la protection des données.

**Catégorie 4:** le président et les membres de la Cour des comptes européenne.

**Catégorie 5:** les fonctionnaires les plus haut placés des institutions et agences.

Une synthèse de leurs droits est présentée ci-dessous. D’autres informations sont également disponibles dans le statut des fonctionnaires, document officiel définissant les droits et obligations des fonctionnaires de l’UE qui est publié sur le site internet Europa. Aucun prêt à taux bonifié n’a été consenti par l’UE aux principaux dirigeants.

DROITS PÉCUNIAIRES DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en EUR | |
| Droits individuels (par employé) | Catégorie 1 | Catégorie 2 | Catégorie 3 | Catégorie 4 | Catégorie 5 |
| Traitement de base (mensuel) | 26 167,89 | 23 702,80 - | 18 962,24 - | 20 479,22 - | 12 057,21 - |
|  |  | 24 650,91 | 21 332,52 | 21 806,58 | 18 962,24 |
|  |  |  |  |  |  |
| Indemnité résidentielle/d’expatriation | 15 % | 15 % | 15 % | 15 % | 0 – 4 % - 16 % |
|  |  |  |  |  |  |
| Allocations familiales: |  |  |  |  |  |
| Foyer (% traitement) | 2 % + 176,01 | 2 % +  176,01 | 2 % + 176,01 | 2 % + 176,01 | 2 % + 176,01 |
| Enfant à charge | 384,60 | 384,60 | 384,60 | 384,60 | 384,60 |
| Allocation préscolaire | 93,95 | 93,95 | 93,95 | 93,95 | 93,95 |
| Allocation scolaire ou | 260,95 | 260,95 | 260,95 | 260,95 | 260,95 |
| Éducation en dehors du lieu de travail | 521,90 | 521,90 | 521,90 | 521,90 | 521,90 |
| Indemnité des juges présidents | s.o. | s.o. | 607,71 | s.o. | s.o. |
|  |  |  |  |  |  |
| Indemnité de représentation | 1 418,07 | 911,38 | 607,71 | s.o. | s.o. |
|  |  |  |  |  |  |
| Frais de voyage annuels | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
|  |  |  |  |  |  |
| Transferts vers un autre État membre: |  |  |  |  |  |
| Allocation scolaire\* | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui |
| % du traitement\* | 5 % | 5 % | 5 % | 5 % | 5 % |
| % du traitement sans cc | max. 25 % | max. 25 % | max. 25 % | max. 25 % | max. 25 % |
| Frais de représentation | Remboursés | Remboursés | Remboursés | s.o. | s.o. |
|  |  |  |  |  |  |
| Entrée en fonction: |  |  |  |  |  |
| Frais d’installation | 52 335,78 | 47 405,60 - | 37 924,50 - | 40 958,44 - | Remboursés |
|  |  | 49 301,82 | 42 665,04 | 43 613,16 |  |
| Frais de voyage de la famille | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés |
| Frais de déménagement | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés |
| Cessation de fonctions: |  |  |  |  |  |
| Frais de réinstallation | 26 167,89 | 23 702,80 - | 18 962,24 - | 20 479,22 - | Remboursés |
|  |  | 24 650,91 | 21 332,52 | 21 806,58 |  |
| Frais de voyage de la famille | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés |
| Frais de déménagement | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés | Remboursés |
| Transition (% du traitement)\*\* | 40 % - 65 % | 40 % - 65 % | 40 % - 65 % | 40 % - 65 % | s.o. |
| Assurance-maladie | Couverts | Couverts | Couverts | Couverts | Couverts |
| Pension (% traitement, avant impôts) | max. 70 % | max. 70 % | max. 70 % | max. 70 % | max. 70 % |
|  |  |  |  |  |  |
| Déductions: |  |  |  |  |  |
| Impôt sur le traitement | 8 % - 45 % | 8 % - 45 % | 8 % - 45 % | 8 % - 45 % | 8 % - 45 % |
| Assurance-maladie (% traitement) | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| Prélèvement spécial sur le traitement | 7 % | 7 % | 7 % | 7 % | 6 – 7 % |
| Cotisation pensions | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 10,1 % |
| Nombre de personnes en fin d’exercice | 3 | 8 | 93 | 28 | 112 |

*\* Avec application d’un coefficient correcteur («cc»).*

*\*\* Payée pendant les 3 premières années suivant le départ.*

1. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

À la date de signature des présents comptes, hormis le sujet exposé ci-dessous, aucune autre question importante ou requérant la fourniture d’informations distinctes sous cette rubrique n’a été portée à l’attention du comptable de la Commission. Les comptes et les notes annexes ont été préparés à l’aide des données les plus récentes disponibles, comme il ressort des informations présentées.

Le 23 juin 2016, les citoyens du Royaume-Uni ont voté en faveur du retrait de l’Union européenne. Pour donner effet à cette décision du peuple britannique, l’article 50 du traité sur l’Union européenne doit être invoqué. Cet article définit la procédure à suivre lorsqu'un État membre décide de quitter l’Union européenne, et ce n'est qu'à partir du moment où cet article est invoqué que les négociations relatives au départ du Royaume-Uni pourront commencer. Conformément aux orientations du Conseil européen, l'Union doit négocier et conclure ensuite avec le Royaume-Uni un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Au moment de la signature des présents comptes, la notification formelle du déclenchement de l’article 50 n’avait pas été présentée.

1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

|  |  |
| --- | --- |
| A. ENTITÉS CONTRÔLÉES (52) |  |
| 1. Institutions et organismes consultatifs (11) |  |
| Parlement européen | Contrôleur européen de la protection des données |
| Conseil européen | Comité économique et social européen |
| Commission européenne | Médiateur européen |
| Cour des comptes européenne | Comité des régions |
| Cour de justice de l’Union européenne | Conseil de l’Union européenne |
| Service européen pour l’action extérieure |  |
|  |  |
| 2. Agences de l’UE (39) |  |
| 2.1. Agences exécutives (6) |  |
| Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» | Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises |
| Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l’agriculture et l’alimentation | Agence exécutive pour l’innovation et les réseaux |
| Agence exécutive pour la recherche | Agence exécutive du Conseil européen de la recherche |
|  |  |
| 2.2. Organismes décentralisés (33) |  |
| Agence européenne pour la sécurité maritime | Autorité européenne de sécurité des aliments |
| Agence européenne des médicaments | Agence ferroviaire européenne |
| Autorité de surveillance du GNSS européen | Office communautaire des variétés végétales |
| Agence européenne des produits chimiques | Agence européenne de contrôle des pêches |
| Fusion for Energy (Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l’énergie de fusion) | Observatoire européen des drogues et des toxicomanies |
| Eurojust | Collège européen de police (CEPOL) |
| Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes | Office européen de police (Europol) |
| Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail | Agence européenne de la sécurité aérienne |
| Centre européen de prévention et de contrôle des maladies | Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l’information |
| Agence européenne pour l’environnement | Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne |
| Centre européen pour le développement de la formation professionnelle | Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles |
| Agence de coopération des régulateurs de l’énergie | Centre de traduction des organes de l’Union européenne |
| Autorité bancaire européenne | Autorité européenne des marchés financiers |
| Bureau européen d’appui en matière d’asile | Fondation européenne pour la formation |
| Office de l’Organe des régulateurs européens des communications électroniques | Fondation européenne pour l’amélioration des conditions de vie et de travail |
| Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l’Union européenne | Office de l’harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) |
| eu-LISA (Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d’information à grande échelle au sein de l’espace de liberté, de sécurité et de justice) |  |
|  |  |
| 3. Autres entités contrôlées (2) |  |
| Communauté européenne du charbon et de l’acier (en liquidation) | Institut européen d’innovation et de technologie |
|  |  |
| B. ENTREPRISES CONJOINTES (7) |  |
| Entreprise commune SESAR | Entreprise commune Initiative en matière de médicaments innovants 2 |
| Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène 2 | Entreprise commune ECSEL\* |
| Entreprise commune Clean Sky 2 | Entreprise commune Bio-industries\* |
| Entreprise commune Galileo en liquidation |  |
| C. ENTITÉS ASSOCIÉES (1) |  |
| Fonds européen d’investissement |  |

*\** *Intégrée pour la première fois en 2015.*

UNION EUROPÉENNE

EXERCICE 2015

ÉTATS AGRÉGÉS SUR L’EXÉCUTION DU BUDGET ET NOTES ANNEXES

Des écarts peuvent sembler exister entre certaines données financières des tableaux ci-dessous lorsqu’elles sont additionnées car les chiffres sont arrondis au million d’euros.

SOMMAIRE

[RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET DE L’UE 100](#_Toc461117251)

[RAPPROCHEMENT ENTRE LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET LE RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET 101](#_Toc461117252)

[COMPARAISON ENTRE LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET LES DONNÉES EFFECTIVES 102](#_Toc461117253)

[NOTES ANNEXES AUX ÉTATS AGRÉGÉS SUR L’EXÉCUTION DU BUDGET 105](#_Toc461117254)

[1. LE CYCLE BUDGÉTAIRE DE l’UE 105](#_Toc461117255)

[1.1. CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2014-2020 105](#_Toc461117256)

[1.2. DOMAINES POLITIQUES 106](#_Toc461117257)

[1.3. BUDGET ANNUEL 107](#_Toc461117258)

[2. NOTES ANNEXES AU RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET DE l’UE 108](#_Toc461117259)

[2.1. CALCUL DU RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET 108](#_Toc461117260)

[2.2. EXÉCUTION DU BUDGET 2015 DE L’UE 109](#_Toc461117261)

[3. NOTES ANNEXES AU RAPPROCHEMENT ENTRE LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET LE RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET 110](#_Toc461117262)

[4. EXÉCUTION DU BUDGET DE L’UE EN RECETTES 111](#_Toc461117263)

[4.1. SYNTHÈSE DE L’EXÉCUTION DU BUDGET EN RECETTES 111](#_Toc461117264)

[4.2. EXÉCUTION EN RECETTES 113](#_Toc461117265)

[5. EXÉCUTION DU BUDGET DE L'UE EN DÉPENSES 117](#_Toc461117266)

[5.1. CFP: VENTILATION ET ÉVOLUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT 117](#_Toc461117267)

[5.2. CFP: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT 118](#_Toc461117268)

[5.3. CFP: EXÉCUTION DES CRÉDITS DE PAIEMENT 119](#_Toc461117269)

[5.4. CFP: ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER (RAL) 120](#_Toc461117270)

[5.5. CFP: VENTILATION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER PAR ANNÉE D’ORIGINE 121](#_Toc461117271)

[5.6. DOMAINE POLITIQUE: VENTILATION ET ÉVOLUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT 122](#_Toc461117272)

[5.7. DOMAINE POLITIQUE: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT 125](#_Toc461117273)

[5.8. DOMAINE POLITIQUE: EXÉCUTION DES CRÉDITS DE PAIEMENT 128](#_Toc461117274)

[5.9. DOMAINE POLITIQUE: ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER 129](#_Toc461117275)

[5.10. DOMAINE POLITIQUE: VENTILATION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER PAR ANNÉE D’ORIGINE 130](#_Toc461117276)

[5.11. EXÉCUTION DES DÉPENSES 2015 131](#_Toc461117277)

[6. EXÉCUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET AGENCES 132](#_Toc461117278)

[6.1. INSTITUTIONS: SYNTHÈSE DE L’EXÉCUTION DU BUDGET EN RECETTES 132](#_Toc461117279)

[6.2. INSTITUTIONS: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT 133](#_Toc461117280)

[6.3. RECETTES DES AGENCES: PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES, DROITS CONSTATÉS ET MONTANTS REÇUS 135](#_Toc461117281)

[6.4. CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT PAR AGENCE 137](#_Toc461117282)

[6.5. RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET, AGENCES INCLUSES 138](#_Toc461117283)

RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET DE L’UE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | en Mio EUR |
|  | Note | 2015 | 2014 |
| Recettes de l’exercice | 4.1 | 146 624 | 143 940 |
| Paiements sur crédits de l'exercice | 5.3 | (143 485) | (141 193) |
| Crédits de paiement reportés à l’exercice N+1 |  | (1 299) | (1 787) |
| Annulation de crédits inutilisés reportés de l’exercice N-1 |  | 29 | 25 |
| Évolution des recettes affectées |  | (704) | 336 |
| Différences de change de l’exercice |  | 182 | 110 |
| Résultat de l’exécution du budget\* | 2.2 | 1 347 | 1 432 |

*\* Y compris le résultat des pays AELE, soit (2) millions d’EUR en 2015 et (3) millions d’EUR en 2014.*

RAPPROCHEMENT ENTRE LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET LE RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | en Mio EUR |
|  | 2015 | 2014 |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L’EXERCICE | (13 033) | (11 280) |
|  |  |  |
| Recettes |  |  |
| Droits constatés en cours d’exercice mais non encore recouvrés | (318) | (6 573) |
| Droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l’exercice | 7 943 | 4 809 |
| Produits à recevoir (nets) | (359) | (4 877) |
| Dépenses |  |  |
| Charges à reporter (nettes) | 9 920 | 9 223 |
| Charges de l’exercice précédent payées au cours de l’exercice | (1 208) | (821) |
| Effet net des préfinancements | (4 831) | 457 |
| Crédits de paiement reportés à l’exercice suivant | (2 195) | (1 979) |
| Paiements effectués sur crédits reportés et annulation de crédits de paiement inutilisés | 1 979 | 1 858 |
| Variations des provisions | 4 950 | 12 164 |
| Autres | (1 671) | (1 719) |
|  |  |  |
| Résultat économique agences et CECA | 169 | 170 |
|  |  |  |
| RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET DE L’EXERCICE | 1 347 | 1 432 |

Pour de plus amples explications sur le rapprochement du résultat économique et du résultat de l’exécution budgétaire, voir note **3**.

Voir aussi le tableau **6.5** Résultat de l’exécution budgétaire, agences incluses.

COMPARAISON ENTRE LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET LES DONNÉES EFFECTIVES

RECETTES BUDGÉTAIRES

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs | Budget définitif adopté | Recettes |
| 1 | Ressources propres | 139 639 | (9 971) | 129 667 | 130 738 |
|  | dont droits de douane | 16 701 | 1 934 | 18 635 | 18 607 |
|  | dont TVA | 18 264 | (241) | 18 023 | 18 269 |
|  | dont RNB | 104 548 | (11 664) | 92 884 | 94 009 |
| 3 | Excédents, soldes et ajustements sur ressources propres | – | 8 568 | 8 568 | 8 031 |
| 4 | Recettes provenant des personnes liées aux institutions et autres organismes de l’Union | 1 301 | – | 1 301 | 1 329 |
| 5 | Recettes provenant du fonctionnement administratif des institutions | 54 | 40 | 94 | 563 |
| 6 | Contributions et restitutions dans le cadre des accords et programmes de l’UE | 60 | – | 60 | 4 198 |
| 7 | Intérêts de retard et amendes | 123 | 1 400 | 1 523 | 1 703 |
| 8 | Emprunts et prêts | 7 | 30 | 37 | 42 |
| 9 | Recettes diverses | 30 | – | 30 | 19 |
| Total | | 141 214 | 66 | 141 280 | 146 624 |

Pour plus de précisions sur l’exécution des recettes 2015, voir note **4**.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES: ENGAGEMENTS PAR RUBRIQUE DU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL (CFP)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Rubrique du CFP | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits supplémen-taires\* | Total des crédits disponibles | Engagements contractés |
| 1 | Croissance intelligente et inclusive | 66 782 | 11 173 | 77 955 | 11 429 | 89 384 | 88 151 |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 17 552 | 0 | 17 552 | 2 538 | 20 090 | 18 905 |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 49 230 | 11 173 | 60 403 | 8 890 | 69 293 | 69 246 |
| 2 | Croissance durable: ressources naturelles | 58 809 | 5 069 | 63 877 | 5 262 | 69 140 | 67 375 |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 43 456 | (1) | 43 455 | 2 841 | 46 296 | 44 948 |
| 3 | Sécurité et citoyenneté | 2 147 | 375 | 2 522 | 347 | 2 869 | 2 826 |
| 4 | L'Europe dans le monde | 8 408 | 386 | 8 795 | 979 | 9 774 | 9 397 |
| 5 | Administration | 8 660 | (0) | 8 660 | 765 | 9 425 | 9 154 |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 420 | 4 087 | 3 954 |
| 6 | Compensations | – | – | – | – | – | – |
| 8 | Réserve négative | – | – | – | – | – | – |
| 9 | Instruments spéciaux | 515 | (51) | 465 | 231 | 696 | 288 |
| Total | | 145 322 | 16 952 | 162 273 | 19 013 | 181 286 | 177 190 |

*\* Les crédits supplémentaires comprennent les crédits reportés de l’exercice précédent, les recettes affectées et les crédits reconstitués à la suite de dégagements.*

**DÉPENSES BUDGÉTAIRES: PAIEMENTS PAR RUBRIQUE DU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL (CFP)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Rubrique du CFP | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits supplémen-taires\* | Total des crédits disponibles | Paiements exécutés |
| 1 | Croissance intelligente et inclusive | 66 923 | (347) | 66 576 | 3 740 | 70 316 | 68 009 |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 15 798 | (189) | 15 609 | 3 375 | 18 984 | 16 802 |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 51 125 | (158) | 50 967 | 365 | 51 332 | 51 207 |
| 2 | Croissance durable: ressources naturelles | 55 999 | 214 | 56 213 | 3 276 | 59 489 | 58 066 |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 43 448 | (1) | 43 447 | 2 857 | 46 304 | 44 940 |
| 3 | Sécurité et citoyenneté | 1 860 | 104 | 1 963 | 92 | 2 055 | 2 019 |
| 4 | L'Europe dans le monde | 7 422 | 229 | 7 652 | 576 | 8 228 | 7 884 |
| 5 | Administration | 8 659 | 0 | 8 659 | 1 526 | 10 185 | 8 978 |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 877 | 4 543 | 3 791 |
| 6 | Compensations | – | – | – | – | – | – |
| 8 | Réserve négative | – | – | – | – | – | – |
| 9 | Instruments spéciaux | 352 | (134) | 218 | 105 | 322 | 288 |
| Total | | 141 214 | 66 | 141 280 | 9 314 | 150 595 | 145 243 |

*\* Les crédits supplémentaires comprennent les crédits reportés de l’exercice précédent, les recettes affectées et les crédits reconstitués à la suite de dégagements.*

Pour plus de précisions sur l’exécution des dépenses 2015, voir note **5** et pour une explication, voir note **5.11**.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS AGRÉGÉS SUR L’EXÉCUTION DU BUDGET

1. LE CYCLE BUDGÉTAIRE DE l’UE

La comptabilité budgétaire est tenue conformément au règlement financier (RF) et à ses règles d’application. Le budget général, principal instrument de la politique financière de l’Union, prévoit et autorise chaque année les recettes et les dépenses de l’Union. Le RF dispose qu’il est fondé sur deux éléments principaux: le cadre financier pluriannuel (CFP), qui définit les principaux plafonds pour une période de sept ans, et la procédure budgétaire annuelle.

* 1. CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2014-2020

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| Rubrique | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Total |
| 1. Croissance intelligente et inclusive | 52 756 | 77 986 | 69 304 | 72 386 | 75 271 | 78 752 | 82 466 | 508 921 |
| 1a. Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 16 560 | 17 666 | 18 467 | 19 925 | 21 239 | 23 082 | 25 191 | 142 130 |
| 1b. Cohésion économique, sociale et territoriale | 36 196 | 60 320 | 50 837 | 52 461 | 54 032 | 55 670 | 57 275 | 366 791 |
| 2. Croissance durable: ressources naturelles | 49 857 | 64 692 | 64 262 | 60 191 | 60 267 | 60 344 | 60 421 | 420 034 |
| dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 43 779 | 44 190 | 43 950 | 44 145 | 44 162 | 44 240 | 44 263 | 308 729 |
| 3. Sécurité et citoyenneté | 1 737 | 2 456 | 2 546 | 2 578 | 2 656 | 2 801 | 2 951 | 17 725 |
| 4. L'Europe dans le monde | 8 335 | 8 749 | 9 143 | 9 432 | 9 825 | 10 268 | 10 510 | 66 262 |
| 5. Administration | 8 721 | 9 076 | 9 483 | 9 918 | 10 346 | 10 786 | 11 254 | 69 584 |
| dont: dépenses administratives des institutions | 7 056 | 7 351 | 7 679 | 8 007 | 8 360 | 8 700 | 9 071 | 56 224 |
| 6. Compensations | 29 | – | – | – | – | – | – | 29 |
| 8. Réserve négative |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 9. Instruments spéciaux |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Crédits d’engagement: | 121 435 | 162 959 | 154 738 | 154 505 | 158 365 | 162 951 | 167 602 | 1 082 555 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total des crédits de paiement: | 135 762 | 142 007 | 144 685 | 142 771 | 149 074 | 153 362 | 156 295 | 1 023 956 |

Le tableau ci-dessus présente les plafonds du CFP aux prix courants. L'année 2015 était le deuxième exercice couvert par le nouveau CFP 2014-2020. Le plafond global des crédits d’engagement pour 2015 était de 162,959 milliards d’EUR, soit 1,17 % du RNB, tandis que le plafond correspondant pour les crédits de paiement s’élevait à 142,007 milliards d’EUR, ou 1,02 % du RNB.

La reprogrammation sur 2015 et 2016 des crédits d’engagement non utilisés en 2014 (conformément à l’article 19 du règlement CFP) a été effectuée au moyen du règlement (UE, Euratom) 2015/623 du Conseil du 21 avril 2015 (JO L 103 du 22.4.2015, p. 1), par la voie d'une révision des plafonds du CFP et d'un budget rectificatif correspondant pour 2015. En 2015, ce sont surtout les rubriques 1b (11,2 milliards d’EUR) et 2 (5 milliards d’EUR) qui ont été impactées, tandis qu’en 2016, le principal changement concerne la rubrique 2 (4,4 milliards d’EUR).

De nouvelles dispositions relatives à la flexibilité ont été convenues pour le CFP 2014-2020. Parmi celles-ci figure la possibilité de transférer aux exercices suivants les marges non utilisées sous les plafonds des paiements — par l’intermédiaire de la marge globale pour les paiements dans le cadre de l’ajustement technique du CFP pour l’année suivante. En conséquence, le montant non dépensé de 2014 (104 millions d’EUR aux prix courants de 2014) a été transféré sur 2015 (106 millions d’EUR aux prix courants de 2015) et les plafonds de 2014 et 2015 ont été ajustés en conséquence — voir ajustement technique du CFP pour 2016 [COM(2015) 320 final du 22 mai 2015].

Une explication des différentes rubriques du CFP figure ci-après:

Rubrique 1 – Croissance intelligente et inclusive

Cette rubrique est divisée en deux volets, distincts mais interdépendants.

1. La compétitivité pour la croissance et l’emploi, regroupant les dépenses consacrées à la recherche et à l’innovation, à l’éducation et à la formation, au mécanisme pour l’interconnexion en Europe, à la politique sociale, au marché intérieur et à ses politiques associées.
2. La cohésion économique, sociale et territoriale, qui vise à soutenir la convergence des États membres et des régions les moins développés, la stratégie de l’UE pour un développement durable en dehors des régions les moins prospères et la coopération interrégionale.

Rubrique 2 – Croissance durable: ressources naturelles

La rubrique 2 comprend la politique agricole commune et la politique de la pêche, ainsi que les mesures en faveur du développement rural et de l’environnement, en particulier Natura 2000.

Rubrique 3 – Sécurité et citoyenneté

La rubrique 3 (Sécurité et citoyenneté) reflète l’importance croissante de certains domaines dans lesquels l’UE s’est vu attribuer des tâches particulières, à savoir la justice et les affaires intérieures, la protection des frontières, la politique d’immigration et d’asile, la santé publique et la protection des consommateurs, la culture et la jeunesse, l’information et le dialogue avec les citoyens.

Rubrique 4 – L'Europe dans le monde

La rubrique 4 couvre l’ensemble des actions extérieures, y compris la coopération au développement, l’aide humanitaire, ainsi que les instruments de préadhésion et de voisinage. Le FED ne relève pas du budget de l’UE et n’est pas intégré au CFP.

Rubrique 5 - Administration

Cette rubrique comprend les dépenses administratives de l'ensemble des institutions, les pensions et les écoles européennes. Pour les institutions autres que la Commission, ces coûts constituent le total des dépenses.

Rubrique 6 - Compensations

Conformément à l’accord politique en vertu duquel les nouveaux États membres ne doivent pas devenir contributeurs nets au budget au tout début de leur adhésion, une compensation a été prévue sous cette rubrique. Ce montant a été mis à leur disposition par voie de transferts en leur faveur, en vue d’équilibrer leurs recettes et contributions budgétaires.

* 1. DOMAINES POLITIQUES

Dans le cadre de la gestion par activités (ABM), la Commission a introduit l’établissement du budget par activités (ABB) dans ses processus de planification et de gestion. L’ABB suppose une structure budgétaire dans laquelle les titres du budget correspondent à des domaines politiques et les chapitres à des activités. L’objectif de l’ABB est de définir un cadre clair permettant de traduire les objectifs politiques de la Commission en actions, que ce soit par des moyens législatifs ou financiers ou par tout autre moyen d’action politique. En structurant les travaux de la Commission autour des activités, on obtient une image précise des engagements de l’institution, tout en créant un cadre commun propice à la définition des priorités. Les ressources sont affectées aux priorités au cours de la procédure budgétaire, et les activités sont utilisées comme des éléments de base aux fins de l’établissement du budget. En créant un tel lien entre les activités et les ressources qui leur sont consacrées, l’ABB vise à renforcer l’efficience et l’efficacité de l’utilisation des ressources à la Commission.

Les domaines politiques pourraient se définir comme des groupements homogènes d’activités constituant des parties des travaux de la Commission qui ont une importance pour le processus de prise de décision. Chaque domaine politique correspond généralement à une direction générale et regroupe en moyenne 6 ou 7 activités distinctes. Les domaines politiques sont essentiellement opérationnels puisque leurs activités centrales sont réalisées au bénéfice de tiers dans leurs domaines d’activité respectifs. Le budget opérationnel est complété par les dépenses administratives nécessaires, pour chaque domaine politique.

* 1. BUDGET ANNUEL

Chaque année, la Commission estime les recettes et les dépenses de l’ensemble des institutions européennes pour l’exercice suivant et établit un projet de budget qu’elle transmet à l’autorité budgétaire. Sur la base de ce projet de budget, le Conseil élabore sa position qui fait ensuite l’objet de négociations entre les deux branches de l’autorité budgétaire. L’adoption du projet commun est constatée par le président du Parlement européen, qui rend donc le budget exécutoire. Des budgets rectificatifs sont adoptés en cours d’exercice. L’exécution budgétaire est une tâche qui appartient principalement à la Commission.

La structure du budget consiste, pour la Commission, en crédits administratifs et opérationnels. Les autres institutions ne disposent en effet que de crédits administratifs. De plus, le budget distingue deux types de crédits: les crédits «non dissociés» et les crédits «dissociés». Les crédits non dissociés sont destinés à la couverture financière des opérations ayant un caractère annuel (et qui répondent au principe de l’annualité budgétaire). Les crédits dissociés servent à concilier, d’une part, le principe de l’annualité du budget et, d’autre part, la nécessité de gérer des opérations dont l’exécution s’échelonne sur plusieurs années. Les crédits dissociés se décomposent en crédits d’engagement et en crédits de paiement:

* **crédits d’engagement:** ils couvrent le coût total des obligations juridiques contractées au cours de l’exercice pour des actions dont la réalisation s’étend sur plusieurs années. Cependant, les engagements budgétaires pour des actions dont la réalisation s’étend sur plus d’un exercice peuvent être fractionnés sur plusieurs exercices en tranches annuelles lorsque l’acte de base le prévoit;
* **crédits de paiement**: ils couvrent les dépenses qui découlent de l’exécution des engagements contractés au cours de l’exercice et/ou d’exercices antérieurs.

**Origine des crédits**

La source principale des crédits est le budget de l’Union adopté pour l’exercice en cours. Néanmoins, il existe d’autres types de crédits qui découlent des dispositions inscrites dans le règlement financier. Ils proviennent d’exercices précédents ou de sources extérieures. On peut ainsi distinguer les origines suivantes des crédits:

* **crédits budgétaires** du budget initial adopté et des budgets rectificatifs;
* **crédits reportés** de l’exercice précédent;
* **recettes affectées** qui se composent de remboursements, de crédits AELE, de recettes provenant de tiers/autres pays, de travaux pour des tiers et de crédits reconstitués à la suite de remboursements d’acomptes.

**Composition du budget total disponible**

* Budget initial adopté = crédits votés au cours de l’exercice N-1;
* Budgets rectificatifs adoptés;
* Crédits additionnels = recettes affectées + crédits reportés de l’exercice précédent ou reconstitués à la suite de dégagements

1. NOTES ANNEXES AU RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET DE l’UE
   1. CALCUL DU RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET

Le résultat de l’exécution du budget de l’UE est restitué aux États membres au cours de l’exercice suivant: il est porté en déduction des montants dont ils sont redevables pour cet exercice.

Les ressources propres sont comptabilisées sur la base des montants dont sont crédités, au cours de l’exercice, les comptes ouverts au nom de la Commission par les administrations des États membres. Les recettes incluent également le solde budgétaire de l’exercice précédent, lorsque celui-ci est positif (excédent). Les autres recettes sont prises en compte sur la base des montants effectivement perçus au cours de l’exercice.

Pour le calcul du résultat de l’exécution du budget de l’exercice, les dépenses comprennent les paiements sur crédits de l’exercice auxquels s’ajoutent les crédits du même exercice reportés à l’exercice suivant. Les paiements effectués sur les crédits de l’exercice sont ceux qui ont été exécutés par le comptable au plus tard le 31 décembre de l’exercice. Pour le FEAGA, les paiements pris en compte sont ceux effectués par les États membres du 16 octobre N-1 au 15 octobre N, pour autant que leur engagement et leur ordonnancement soient parvenus au comptable au plus tard le 31 janvier N+1. Les dépenses du FEAGA peuvent faire l’objet d’une décision de conformité ultérieure à la suite des contrôles effectués dans les États membres.

Le résultat de l’exécution du budget de l’exercice a deux composantes: le résultat de l’UE et le résultat de la participation des pays de l’AELE membres de l’Espace économique européen (EEE). Aux termes de l’article 15 du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 sur les ressources propres, ce résultat est constitué par la différence entre:

* l’ensemble des recettes budgétaires perçues au titre de l’exercice, et
* le montant total des paiements effectués sur les crédits de l’exercice en cours, augmenté du montant total des crédits du même exercice reportés à l’exercice suivant.

Cette différence est augmentée ou diminuée:

* du montant net qui résulte des annulations de crédits de paiement reportés des exercices antérieurs et des dépassements éventuels, en paiements, dus à la variation des cours de l’euro, des crédits non dissociés reportés de l’exercice précédent,
* de l’évolution des recettes affectées, et
* des gains et des pertes de change nets enregistrés pendant l’exercice.

Les crédits reportés de l’exercice précédent relatifs à des participations de tiers et à des travaux pour des tiers, qui, par nature, ne tombent jamais en annulation, sont repris comme crédits additionnels de l’exercice. Cela explique la différence entre le montant des crédits reportés de l’exercice précédent repris dans les états sur l’exécution budgétaire 2015 et le montant des crédits reportés à l’exercice suivant figurant dans les états sur l’exécution budgétaire 2014. Les crédits reconstitués à la suite de reversements d’acomptes ne font pas partie du calcul du résultat de l’exécution du budget.

Les crédits de paiement reportés comprennent: les reports de droit et les reports par décision. La rubrique annulation des crédits de paiement inutilisés reportés de l’exercice précédent fait apparaître les annulations de crédits reportés de droit et par décision.

* 1. EXÉCUTION DU BUDGET 2015 DE L’UE

**Excédent budgétaire de 1,3 milliard d’EUR**

* Cet excédent provient essentiellement du volet des recettes, notamment de la révision des ressources TVA et RNB de 2014, dont le paiement par les États membres a eu lieu en 2015.
* Les 182 millions d’EUR d’excédent restant sont dus à des gains de change.

**Recettes**

* Les recettes, qui s’élèvent à 146,6 milliards d'EUR, ont dépassé de 5,3 milliards le budget définitif adopté, principalement grâce aux recettes affectées relevant des rubriques 5 et 6 – voir tableau **4.1** ci-dessous.
* Les recettes issues des amendes, de 1,3 milliard d’EUR, ont été utilisées pour financer les besoins accrus en crédits de paiement.
* Une révision exceptionnellement élevée des ressources propres RNB (9,5 milliards d’EUR), remontant à 2002, a eu lieu en 2014. Celle-ci a eu une incidence considérable sur les recettes budgétaires de 2015, étant donné que les montants n’ont été versés qu'en 2015.

**Dépenses**

* Les crédits de paiement du budget définitif adopté, hors instruments spéciaux, se sont établis à 141,1 milliards d’EUR, ce qui représente 1,6 % de plus qu’en 2014 – voir tableau **5.1**.
* Le montant total des paiements a atteint 145,2 milliards d’EUR (contre 142,5 milliards d’EUR en 2014) – voir tableau **5.3**.

**Engagements et RAL**

* Les crédits d’engagement disponibles, soit 181,3 milliards d’EUR, ont été exécutés à un niveau global de 97,7 % – voir tableau **5.2**.
* Les engagements restant à liquider (le «RAL») ont augmenté, passant de 189,6 milliards d’EUR fin 2014 à 217,7 milliards d’EUR fin 2015 – voir tableau **5.4**. Cette hausse reflète l’intensification de l'exécution des engagements de la nouvelle période de programmation.

Le rapport de la Commission sur la gestion budgétaire et financière 2015 présente, dans sa partie A, qui offre une vue d’ensemble du budget, et dans sa partie B, qui traite de chaque rubrique du cadre financier pluriannuel, une analyse plus détaillée des ajustements budgétaires, du contexte dans lequel ils ont été opérés, de leur motivation et de leurs répercussions.

1. NOTES ANNEXES AU RAPPROCHEMENT ENTRE LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET LE RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET

En vertu du règlement financier, le résultat économique de l’exercice est calculé selon les principes de la comptabilité d’exercice, tandis que le résultat de l’exécution du budget est établi sur la base d’une comptabilité de caisse modifiée. Le résultat économique et le résultat de l’exécution budgétaire couvrant tous deux les mêmes opérations sous-jacentes, il est utile de vérifier leur concordance par un rapprochement.

**Éléments de rapprochement — Recettes**

Les recettes effectives d’un exercice budgétaire correspondent aux recettes encaissées sur les droits constatés au cours de l’exercice et aux encaissements sur les droits constatés au cours d’exercices précédents. Par conséquent, les droits constatés en cours d’exercice mais non encore recouvrés doivent être déduits du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu’ils ne font pas partie des recettes budgétaires. En revanche, les droits constatés antérieurement à l’exercice et recouvrés au cours de l’exercice doivent être ajoutés au résultat économique aux fins du rapprochement.

Les produits nets à recevoir consistent principalement en recettes à percevoir au titre de l’agriculture, des ressources propres et des intérêts et dividendes. Seul l’effet net, à savoir les produits à recevoir de l’exercice en cours moins les encaissements sur les produits à recevoir de l’exercice précédent, est pris en considération.

**Éléments de rapprochement — Dépenses**

Les charges nettes à reporter consistent principalement en régularisations de fin d’exercice qui concernent des dépenses éligibles exposées par les bénéficiaires des fonds de l’UE mais n’ayant pas encore été déclarées à la Commission. Tandis que les charges à reporter ne sont pas considérées comme des dépenses budgétaires, les paiements effectués au cours de l’exercice et concernant des factures enregistrées antérieurement à celui-ci font partie des dépenses budgétaires de l’exercice.

L’effet net des préfinancements tient compte à la fois 1) des nouveaux préfinancements versés au cours de l’exercice et comptabilisés en dépenses budgétaires de l’exercice et 2) de tous les préfinancements apurés au cours de l’exercice par l’acceptation de dépenses éligibles. Les seconds constituent des charges comptables, mais non des dépenses budgétaires, puisque les préfinancements initiaux avaient déjà été considérés comme des dépenses budgétaires lors du versement.

Outre les paiements effectués sur les crédits d’un exercice, les crédits reportés à l’exercice suivant doivent également être pris en considération dans le calcul du résultat de l’exécution budgétaire [conformément à l’article 15 du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000]. La même règle s’applique aux paiements exécutés sur les crédits reportés d’exercices précédents ainsi qu’aux annulations de crédits de paiement inutilisés.

Les variations des provisions concernent des estimations de fin d’exercice enregistrées dans les états financiers (portant essentiellement sur les avantages du personnel), qui sont sans incidence sur la comptabilité budgétaire. Les autres éléments de rapprochement comprennent entre autres les amortissements, les acquisitions d’actifs, les paiements au titre de la location-financement et les participations financières, qui font l’objet de traitements différents en comptabilité budgétaire et en comptabilité d’exercice.

1. EXÉCUTION DU BUDGET DE L’UE EN RECETTES

* 1. SYNTHÈSE DE L’EXÉCUTION DU BUDGET EN RECETTES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  | Titre | Budget recettes | | Droits constatés | | | Recettes | | | Recettes en | Reste à recevoir |
|  |  | Budget initial adopté | Budget définitif adopté | Exercice courant | Crédits reportés | Total | sur les droits de l’exercice | sur les droits reportés | Total | % du budget |  |
| 1 | Ressources propres | 139 639 | 129 667 | 130 733 | 32 | 130 766 | 130 729 | 9 | 130 738 | 100,83 % | 28 |
| 3 | Excédents, soldes et ajustements | – | 8 568 | 2 624 | 5 407 | 8 031 | 2 624 | 5 407 | 8 031 | 93,74 % | – |
| 4 | Recettes provenant des personnes liées aux institutions et autres organismes de l’Union | 1 301 | 1 301 | 1 334 | 8 | 1 343 | 1 320 | 8 | 1 329 | 102,12 % | 14 |
| 5 | Recettes provenant du fonctionnement administratif des institutions | 54 | 94 | 560 | 21 | 581 | 548 | 15 | 563 | 596,25 % | 17 |
| 6 | Contributions et restitutions dans le cadre des accords et programmes de l’UE | 60 | 60 | 4 202 | 271 | 4 473 | 4 065 | 133 | 4 198 | 6 996,33 % | 275 |
| 7 | Intérêts de retard et amendes | 123 | 1 523 | 480 | 8 016 | 8 497 | 256 | 1 447 | 1 703 | 111,82 % | 6 793 |
| 8 | Emprunts et prêts | 7 | 37 | 45 | 3 | 48 | 39 | 3 | 42 | 114,97 % | 6 |
| 9 | Recettes diverses | 30 | 30 | 21 | 9 | 30 | 18 | 1 | 19 | 64,21 % | 10 |
| Total | | 141 214 | 141 280 | 139 999 | 13 768 | 153 768 | 139 599 | 7 024 | 146 624 | 103,78 % | 7 144 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| Détail du titre 1: ressources propres | | | | | | | | | | | |
|  | Chapitre | Budget recettes | | Droits constatés | | | Recettes | | | Recettes en | Reste à recouvrer |
|  |  | Budget initial adopté | Budget définitif adopté | Exercice courant | Crédits reportés | Total | sur les droits de l’exercice | sur les droits reportés | Total | % du budget |  |
| 11 | Cotisations «sucre» | 125 | 125 | 124 | – | 124 | 124 | – | 124 | 99,21 % | – |
| 12 | Droits de douane | 16 701 | 18 635 | 18 602 | 32 | 18 634 | 18 597 | 9 | 18 607 | 99,85 % | 28 |
| 13 | TVA | 18 264 | 18 023 | 18 269 | – | 18 269 | 18 269 | – | 18 269 | 101,36 % | – |
| 14 | RNB | 104 548 | 92 884 | 94 009 | – | 94 009 | 94 009 | – | 94 009 | 101,21 % | – |
| 15 | Correction des déséquilibres budgétaires | – | – | (270) | – | (270) | (270) | – | (270) | - | – |
| Total | | 139 639 | 129 667 | 130 733 | 32 | 130 766 | 130 729 | 9 | 130 738 | 100,83 % | 28 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| Détail du titre 3: excédents, soldes et ajustements | | | | | | | | | | | |
|  | Chapitre | Budget recettes | | Droits constatés | | | Recettes | | | Recettes en | Reste à recouvrer |
|  |  | Budget initial adopté | Budget définitif adopté | Exercice courant | Crédits reportés | Total | sur les droits de l’exercice | sur les droits reportés | Total | % du budget |  |
| 30 | Excédent de l’exercice précédent | – | 1 435 | 1 435 | – | 1 435 | 1 435 | – | 1 435 | 100,00 % | – |
| 31 | Soldes TVA | – | (193) | 24 | (205) | (182) | 24 | (205) | (182) | 94,40 % | – |
| 32 | Soldes RNB | – | 7 326 | 1 346 | 5 613 | 6 958 | 1 346 | 5 613 | 6 958 | 94,98 % | (0) |
| 34 | Ajustement pour non-participation à la politique JAI | – | – | (7) | – | (7) | (7) | – | (7) | - | – |
| 35 | Correction en faveur du Royaume-Uni - ajustements | – | – | (27) | – | (27) | (27) | – | (27) | - | – |
| 36 | Correction en faveur du Royaume-Uni – calcul intermédiaire | – | – | (146) | – | (146) | (146) | – | (146) | - | – |
| Total | | – | 8 568 | 2 624 | 5 407 | 8 031 | 2 624 | 5 407 | 8 031 | 93,74 % | – |

* 1. EXÉCUTION EN RECETTES
     1. Aperçu des recettes de 2015

Dans le budget initial adopté, signé par le président du Parlement européen le 17 décembre 2014, le montant des crédits de paiement était fixé à 141,214 milliards d’EUR et le montant à financer par des ressources propres atteignait un total de 139,639 milliards d’EUR. Les montants estimatifs des recettes et dépenses inscrites au budget initial sont généralement ajustés en cours d’exercice budgétaire, par la voie de budgets rectificatifs. Les ajustements des ressources propres RNB assurent l’équilibre entre les recettes et les dépenses budgétaires. Conformément au principe de l’équilibre budgétaire, les recettes et les dépenses (crédits de paiement) inscrites au budget doivent être en équilibre.

En 2015, huit budgets rectificatifs ont été adoptés. Leur prise en compte porte le total final des recettes adoptées pour 2015 à 141,280 milliards d’EUR. Ce montant a été financé par des ressources propres à hauteur de 129,667 milliards d’EUR (soit 9,972 milliards d’EUR de moins que prévu initialement) et par d’autres recettes pour le restant. Cette situation s'explique principalement par l’excédent de l’exercice précédent, les recettes extraordinaires provenant des ajustements TVA et RNB des années antérieures et des amendes, qui ont considérablement réduit la contribution RNB d'équilibrage des États membres en 2015. En ce qui concerne le résultat des ressources propres, la perception des ressources propres traditionnelles était très proche des montants figurant dans les prévisions, principalement parce que les estimations budgétaires qui avaient été modifiées au moment de l’établissement du budget rectificatif n° 6/2015 (elles ont été augmentées de 1,134 milliard d’EUR conformément aux nouvelles prévisions du printemps 2015) ont à nouveau été modifiées dans le budget rectificatif n° 8/2015 afin de tenir compte du rythme effectif de la perception. Elles ont ainsi été augmentées une seconde fois de 800 millions d’EUR.

Les montants définitifs des ressources TVA et RNB versés par les États membres sont aussi très proches des estimations budgétaires finales. Les différences entre montants prévisionnels et paiements effectifs sont dues à l’écart entre les taux de change de l’euro utilisés à des fins budgétaires et les taux en vigueur au moment où les États membres qui ne font pas partie de l’UEM ont procédé aux paiements.

Les soldes TVA et RNB en 2014 ont englobé des révisions majeures du RNB remontant à 2002. Cet ajustement a ainsi atteint un volume sans précédent, s'élevant à un total de 9,5 milliards d’EUR pour l’ensemble des États membres. Pour faire face à cette situation exceptionnelle, le Conseil a adopté, le 18 décembre 2014, une proposition de la Commission [règlement (UE, Euratom) n° 1377/2014 du Conseil du 18 décembre 2014) permettant aux États membres de reporter le paiement jusqu'au 1er septembre 2015, sans intérêts, moyennant le respect de conditions strictes. Six États membres ont ainsi choisi de surseoir au paiement du montant de l’ajustement jusqu’en 2015. Ces reports se sont élevés à 5,4 milliards d’EUR. L’ajustement normal correspondant à 2015 s’est établi à 1,4 milliard d’EUR. Le titre «Contributions et restitutions dans le cadre des accords et programmes de l'Union» concerne principalement les recettes issues du FEAGA et du Feader (et en particulier l’apurement des comptes et les irrégularités), la participation de tiers à des programmes de recherche et d’autres contributions et restitutions à des programmes/activités de l’UE. Une partie substantielle de ce total est composée de recettes affectées, ce qui donne lieu généralement à l’inscription de crédits supplémentaires au volet des dépenses.

Le budget rectificatif n° 8/2015 intégrait les amendes infligées aux entreprises, et les intérêts connexes, pour un total de 1,345 milliard d’EUR, dont on avait connaissance au moment de l'établissement du projet de budget rectificatif correspondant. Au 31 décembre 2015, d’autres amendes sont devenues définitives, soit à la suite d'un arrêt, soit en l’absence de recours formé par les entreprises contre de nouvelles décisions imposant des amendes.

* + 1. Produits des ressources propres

La grande majorité des recettes provient des ressources propres. En effet, l’article 311 du traité sur le fonctionnement de l’UE dispose que: «[l]e budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres». La majeure partie des dépenses budgétaires est financée par les ressources propres.

Les ressources propres se composent des catégories suivantes:

(1) les ressources propres traditionnelles (RPT), c’est-à-dire les droits de douane et les cotisations «sucre». Ces ressources propres, prélevées auprès des opérateurs économiques, sont perçues par les États membres pour le compte de l’Union européenne. Cependant, les États membres conservent 25 % du montant à titre de compensation pour leurs frais de perception (20 % en vertu de la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014, en attendant que soit mené à bien le processus de ratification en vue d'une application rétroactive à compter de 2014). Les droits de douane sont perçus sur les importations de produits provenant des pays tiers, à des taux basés sur le tarif douanier commun. Les cotisations «sucre» sont versées par les producteurs de sucre pour financer les restitutions à l’exportation de sucre. Les RPT représentent normalement environ 13 % des ressources propres;

(2) la ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est prélevée sur les assiettes TVA des États membres, qui sont harmonisées à cette fin conformément aux règles de l’UE. Le même pourcentage est prélevé sur la base harmonisée de chaque État membre. Cependant, l’assiette de TVA à prendre en compte est écrêtée à 50 % du RNB de chaque État membre. La ressource fondée sur la TVA représente environ 13 % des ressources propres de l’Union;

(3) la ressource fondée sur le revenu national brut (RNB) sert à équilibrer les recettes et les dépenses budgétaires, c’est-à-dire à financer la partie du budget qui n’est pas couverte par d’autres sources de recettes. Le même pourcentage est prélevé sur le RNB de chaque État membre, établi conformément aux règles de l’UE. La ressource fondée sur le RNB représente environ 74 % des ressources propres de l’Union.

L’attribution des ressources propres se fait dans le respect des règles énoncées dans la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres de l’Union européenne (DRP 2007). Une nouvelle décision établissant le système des ressources propres de l’UE a été adoptée pour la période 2014-2020 (DRP 2014: décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014). La DRP 2014 entrera en vigueur après avoir été ratifiée par l'ensemble des États membres conformément à leurs règles constitutionnelles (ce qui devrait être fait en 2016). D’ici là, la DRP 2007 reste applicable. Les effets rétroactifs (la DRP 2014 s’applique à partir du 1er janvier 2014) seront pris en considération dans l’exercice budgétaire au cours duquel la décision entrera en vigueur.

* + 1. Ressources propres traditionnelles

Toutes les ressources propres traditionnelles constatées doivent être reprises dans l’un ou l’autre des livres comptables tenus par les autorités compétentes.

* Dans la comptabilité normale prévue à l’article 6, paragraphe 3, point a), du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000: tout montant recouvré ou garanti.
* Dans la comptabilité séparée prévue à l’article 6, paragraphe 3, point b), du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000: tout montant non encore recouvré et/ou non garanti; les montants garantis mais contestés peuvent également être inscrits dans cette comptabilité.

Pour la comptabilité séparée, le relevé trimestriel que les États membres transmettent à la Commission inclut:

* le solde restant à recouvrer le trimestre précédent,
* les montants recouvrés pendant le trimestre en question,
* les rectifications d’assiette (corrections/annulations) pendant le trimestre en question,
* les montants mis en non-valeur [qui ne peuvent pas être mis à disposition conformément à l’article 17, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000],
* les montants recouvrés pendant le trimestre en question,
* le solde restant à recouvrer à la fin du trimestre en question.

Les ressources propres traditionnelles doivent être inscrites au compte de la Commission auprès du Trésor de l’État membre ou de l’organisme désigné par celui-ci au plus tard le premier jour ouvrable après le 19 du deuxième mois suivant celui au cours duquel les droits ont été constatés (ou recouvrés dans le cas de la comptabilité séparée). Les États membres conservent, à titre de frais de perception, 25 % des ressources propres traditionnelles (20 % en vertu de la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014 en attendant que soit mené à bien le processus de ratification en vue d'une application rétroactive à compter de 2014). Les créances éventuelles sur ressources propres sont ajustées selon la probabilité de leur recouvrement.

* + 1. Ressources TVA et ressources RNB

Les ressources propres provenant de la TVA résultent de l’application d’un taux uniforme, valable pour tous les États membres, à l’assiette harmonisée de la TVA, déterminée selon les règles de l’article 2, paragraphe 1, point b), de la décision relative aux ressources propres de 2007. Le taux uniforme est fixé à 0,30 %, excepté pour la période 2007-2013, où le taux d’appel était fixé à 0,225 % pour l’Autriche, à 0,15 % pour l’Allemagne et à 0,10 % pour les Pays-Bas et la Suède. L’assiette TVA est écrêtée à 50 % du RNB pour tous les États membres. Conformément à la DRP de 2014, le taux d’appel restera fixé à 0,3 %, sauf pour la période 2014-2020, où il sera de 0,15 % pour l’Allemagne, les Pays-Bas et la Suède. Ces taux minorés seront appliqués de manière rétroactive une fois que la ratification de la DRP 2014 aura été menée à bien.

La ressource RNB est une ressource variable destinée à fournir les recettes nécessaires à la couverture, lors d’un exercice particulier, des dépenses excédant le montant perçu grâce aux ressources propres traditionnelles, aux ressources TVA et aux recettes diverses. Les recettes résultent de l’application d’un taux uniforme à la somme du RNB de tous les États membres. Les ressources TVA et RNB sont déterminées sur la base des prévisions relatives aux assiettes TVA et RNB établies au moment de l’élaboration du projet de budget. Ces prévisions font ensuite l’objet d’une révision et la mise à jour est effectuée au cours de l’exercice en question par voie de budget rectificatif. Les données finales relatives aux assiettes TVA et RNB sont disponibles au cours de l’exercice suivant l’exercice considéré. La Commission calcule les différences entre les montants dus par les États membres en fonction des assiettes réelles et les sommes qu’ils ont effectivement versées sur la base des prévisions (révisées). Ces soldes TVA et RNB, positifs ou négatifs, sont appelés par la Commission auprès des États membres pour le premier jour ouvrable du mois de décembre de l’exercice suivant l’exercice en question. Le 18 décembre 2014, le Conseil a adopté le règlement (UE, Euratom) n° 1377/2014, qui permet aux États membres, sous certaines conditions, de reporter la mise à disposition des soldes TVA et RNB au premier jour ouvrable du mois de septembre de l’année suivante. Sauf réserve formulée, des corrections peuvent être apportées aux assiettes TVA et RNB au cours des quatre exercices suivants. Les soldes calculés antérieurement sont adaptés, et la différence est appelée en même temps que les soldes TVA et RNB pour l’exercice précédent.

À l’occasion des contrôles des relevés TVA et des données relatives au RNB, la Commission peut adresser aux États membres des réserves sur certains points pouvant avoir une incidence sur leur contribution aux ressources propres. Ces réserves peuvent être motivées, par exemple, par l’absence de données acceptables ou par la nécessité de concevoir une méthode adéquate. Elles doivent être considérées comme des créances potentielles sur les États membres, dont le montant est incertain du fait que leur incidence financière ne peut être estimée avec précision. Lorsque le montant de ces créances peut être déterminé, les ressources TVA et RNB correspondantes sont appelées, soit en rapport avec les soldes TVA ou RNB, soit via des appels de fonds individuels.

* + 1. Correction en faveur du Royaume-Uni

Ce mécanisme réduit les versements de ressources propres du Royaume-Uni proportionnellement à son «déséquilibre budgétaire» et augmente les versements de ressources propres des autres États membres dans la même proportion. Le mécanisme de correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni a été institué par le Conseil européen de Fontainebleau (juin 1984) et par la décision relative aux ressources propres du 7 mai 1985 qui en a résulté. Le but de ce mécanisme était de réduire le déséquilibre budgétaire du Royaume-Uni au moyen d’une diminution de ses versements à l’UE. L’Allemagne, l’Autriche, la Suède et les Pays-Bas bénéficient d’un financement réduit de la correction (restreint à un quart de leur part normale).

* + 1. Réduction brute

Le Conseil européen des 7 et 8 février 2013 a conclu que le Danemark, les Pays-Bas et la Suède bénéficieraient de réductions brutes de leurs contributions annuelles fondées sur le RNB pour la période 2014-2020 uniquement et que l’Autriche bénéficierait de réductions brutes de ses contributions annuelles fondées sur le RNB pour la période 2014-2016 uniquement. Le Danemark, les Pays-Bas et la Suède bénéficieront de réductions brutes de leurs contributions annuelles fondées sur le RNB de 130 millions d'EUR, 695 millions d'EUR et 185 millions d’EUR respectivement. L’Autriche bénéficiera d’une réduction brute de ses contributions annuelles fondées sur le RNB de 30 millions d’EUR en 2014, de 20 millions d’EUR en 2015 et de 10 millions d’EUR en 2016 (tous ces montants s’entendent aux prix de 2011). Ces dispositions figurent dans la DRP 2014 et seront appliquées (avec effet rétroactif) dès son entrée en vigueur.

1. EXÉCUTION DU BUDGET DE L'UE EN DÉPENSES

* 1. CFP: VENTILATION ET ÉVOLUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  | Crédits d’engagement | | | | | | Crédits de paiement | | | | | |
|  | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total |
| Rubrique du CFP | Budget initial adopté | Budgets rectifica-tifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | Crédits disponibles | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | Crédits disponibles |
|  | 1 | 2 | 3=1+2 | 4 | 5 | 6=3+4+5 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10 | 11 | 12=9+10+11 |
| 1. Croissance intelligente et inclusive | 66 782 | 11 173 | 77 955 | 8 480 | 2 949 | 89 384 | 66 923 | (347) | 66 576 | 128 | 3 612 | 70 316 |
| 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 17 552 | 0 | 17 552 | – | 2 538 | 20 090 | 15 798 | (189) | 15 609 | 112 | 3 263 | 18 984 |
| 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 49 230 | 11 173 | 60 403 | 8 480 | 411 | 69 293 | 51 125 | (158) | 50 967 | 16 | 349 | 51 332 |
| 2. Croissance durable: ressources naturelles | 58 809 | 5 069 | 63 877 | 2 867 | 2 395 | 69 140 | 55 999 | 214 | 56 213 | 902 | 2 374 | 59 489 |
| dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 43 456 | (1) | 43 455 | 868 | 1 973 | 46 296 | 43 448 | (1) | 43 447 | 884 | 1 973 | 46 304 |
| 3. Sécurité et citoyenneté | 2 147 | 375 | 2 522 | 254 | 93 | 2 869 | 1 860 | 104 | 1 963 | 8 | 84 | 2 055 |
| 4. L'Europe dans le monde | 8 408 | 386 | 8 795 | 335 | 644 | 9 774 | 7 422 | 229 | 7 652 | 42 | 534 | 8 228 |
| 5. Administration | 8 660 | (0) | 8 660 | 93 | 672 | 9 425 | 8 659 | 0 | 8 659 | 845 | 681 | 10 185 |
| dont: dépenses administratives des institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 93 | 327 | 4 087 | 3 667 | (0) | 3 667 | 543 | 334 | 4 543 |
| 6. Compensations | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 8. Réserve négative | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 9. Instruments spéciaux | 515 | (51) | 465 | 162 | 69 | 696 | 352 | (134) | 218 | 36 | 69 | 322 |
| Total | 145 322 | 16 952 | 162 273 | 12 191 | 6 822 | 181 286 | 141 214 | 66 | 141 280 | 1 960 | 7 354 | 150 595 |

* 1. CFP: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | | |
|  |  |  | Engagements contractés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | Annulations | | | | |
|  | Rubrique du CFP | Total des crédits dispo-nibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Recettes affectées | Reports par décision | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits repor-tés | sur recettes affectées (AELE) | Total | % |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10=9/1 | 11 | 12 | 13 | 14=11+12+13 | 15=14/1 |
| 1. | Croissance intelligente et inclusive | 89 384 | 77 917 | 8 480 | 1 754 | 88 151 | 98,62 % | 1 190 | 7 | 1 198 | 1,34 % | 30 | – | 5 | 35 | 0,04 % |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 20 090 | 17 542 | – | 1 364 | 18 905 | 94,10 % | 1 170 | 0 | 1 170 | 5,83 % | 10 | – | 5 | 14 | 0,07 % |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 69 293 | 60 375 | 8 480 | 391 | 69 246 | 99,93 % | 20 | 7 | 27 | 0,04 % | 21 | – | – | 21 | 0,03 % |
| 2. | Croissance durable: ressources naturelles | 69 140 | 63 432 | 2 853 | 1 090 | 67 375 | 97,45 % | 1 306 | 410 | 1 716 | 2,48 % | 35 | 14 | – | 49 | 0,07 % |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 46 296 | 43 018 | 854 | 1 077 | 44 948 | 97,09 % | 896 | 410 | 1 306 | 2,82 % | 27 | 14 | – | 42 | 0,09 % |
| 3. | Sécurité et citoyenneté | 2 869 | 2 520 | 254 | 53 | 2 826 | 98,49 % | 41 | – | 41 | 1,42 % | 2 | 0 | 0 | 3 | 0,09 % |
| 4. | L'Europe dans le monde | 9 774 | 8 745 | 335 | 317 | 9 397 | 96,15 % | 327 | 17 | 344 | 3,52 % | 32 | 1 | – | 33 | 0,34 % |
| 5. | Administration | 9 425 | 8 577 | 92 | 484 | 9 154 | 97,12 % | 187 | 2 | 189 | 2,01 % | 82 | 1 | – | 82 | 0,87 % |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 4 087 | 3 585 | 92 | 276 | 3 954 | 96,74 % | 51 | 2 | 53 | 1,29 % | 80 | 1 | 0 | 81 | 1,97 % |
| 6. | Compensations | – | – | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | – | 0,00 % |
| 8. | Réserve négative | – | – | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | – | 0,00 % |
| 9. | Instruments spéciaux | 696 | 126 | 162 | – | 288 | 41,46 % | 69 | 219 | 288 | 41,43 % | 119 | – | – | 119 | 17,11 % |
| Total | | 181 286 | 161 317 | 12 175 | 3 698 | 177 190 | 97,74 % | 3 119 | 656 | 3 775 | 2,08 % | 301 | 15 | 5 | 321 | 0,18 % |

* 1. CFP: EXÉCUTION DES CRÉDITS DE PAIEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  |  |  | Paiements exécutés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | | Annulations | | | | |
|  | Rubrique du CFP | Total des crédits dispo-nibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Reports de droit | Reports par décision | Recettes affectées | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | Recettes affectées (AELE) | Total | 10=7+8+9 |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9 | 10=7+8+9 | 11=10/1 | 12 | 13 | 14 | 15=12+13+14 | 16=15/1 |
| 1. | Croissance intelligente et inclusive | 70 316 | 66 429 | 114 | 1 466 | 68 009 | 96,72 % | 119 | 2 | 2 144 | 2 264 | 3,22 % | 27 | 14 | 2 | 42 | 0,06 % |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 18 984 | 15 482 | 100 | 1 221 | 16 802 | 88,50 % | 104 | 2 | 2 041 | 2 147 | 11,31 % | 22 | 12 | 2 | 36 | 0,19 % |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 51 332 | 50 947 | 14 | 246 | 51 207 | 99,76 % | 15 | – | 103 | 118 | 0,23 % | 5 | 2 | – | 7 | 0,01 % |
| 2. | Croissance durable: ressources naturelles | 59 489 | 55 748 | 885 | 1 432 | 58 066 | 97,61 % | 20 | 410 | 942 | 1 372 | 2,31 % | 35 | 17 | – | 51 | 0,09 % |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 46 304 | 42 995 | 868 | 1 077 | 44 940 | 97,05 % | 14 | 410 | 896 | 1 320 | 2,85 % | 28 | 16 | – | 44 | 0,10 % |
| 3. | Sécurité et citoyenneté | 2 055 | 1 951 | 7 | 60 | 2 019 | 98,22 % | 9 | – | 23 | 32 | 1,58 % | 3 | 1 | 0 | 4 | 0,20 % |
| 4. | L'Europe dans le monde | 8 228 | 7 611 | 37 | 237 | 7 884 | 95,82 % | 33 | – | 297 | 330 | 4,02 % | 8 | 5 | – | 13 | 0,16 % |
| 5 | Administration | 10 185 | 7 871 | 680 | 427 | 8 978 | 88,14 % | 704 | 2 | 255 | 961 | 9,44 % | 82 | 165 | – | 246 | 2,42 % |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 4 543 | 3 129 | 408 | 254 | 3 791 | 83,43 % | 456 | 2 | 80 | 537 | 11,83 % | 80 | 135 | – | 215 | 4,74 % |
| 6. | Compensations | – | – | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | – | 0,00 % |
| 8. | Réserve négative | – | – | – | – | – | 0,00 % | 0 | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | – | 0,00 % |
| 9. | Instruments spéciaux | 322 | 217 | 36 | 35 | 288 | 89,41 % | 1 | – | 33 | 34 | 10,51 % | 0 | 0 | – | 0 | 0,08 % |
| Total | | 150 595 | 139 827 | 1 759 | 3 657 | 145 243 | 96,45 % | 886 | 413 | 3 695 | 4 994 | 3,32 % | 154 | 202 | 2 | 358 | 0,24 % |

* 1. CFP: ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER (RAL)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | RAL à la fin de l’exercice précédent | | | | Engagements de l’exercice | | | | Total engagements |
|  | Rubrique du CFP | Engagements reportés de l’exercice précédent | Dégagements/ Réévaluations/ Annulations | Paiements | Engagements restant à liquider à la date de clôture | Engagements contractés en cours d’exercice | Paiements | Annulation des engagements non reportables | Engagements restant à liquider à la date de clôture | restant à liquider à la date de clôture |
| 1. | Croissance intelligente et inclusive | 143 009 | (2 320) | (57 944) | 82 746 | 88 151 | (10 066) | (4) | 78 081 | 160 827 |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 33 532 | (1 177) | (10 967) | 21 389 | 18 905 | (5 835) | (4) | 13 066 | 34 455 |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 109 477 | (1 143) | (46 977) | 61 357 | 69 246 | (4 230) | (0) | 65 015 | 126 372 |
| 2. | Croissance durable: ressources naturelles | 19 382 | (500) | (8 803) | 10 079 | 67 375 | (49 263) | (0) | 18 112 | 28 191 |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | 43 | (2) | (30) | 11 | 44 948 | (44 910) | – | 38 | 49 |
| 3. | Sécurité et citoyenneté | 2 582 | (252) | (864) | 1 466 | 2 826 | (1 155) | – | 1 671 | 3 137 |
| 4. | L'Europe dans le monde | 23 846 | (685) | (5 934) | 17 227 | 9 397 | (1 951) | (0) | 7 446 | 24 673 |
| 5. | Administration | 781 | (97) | (683) | 1 | 9 154 | (8 294) | 5 | 864 | 865 |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 469 | (67) | (401) | 0 | 3 954 | (3 389) | 5 | 570 | 570 |
| 6. | Compensations | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 8. | Réserve négative | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 9. | Instruments spéciaux | 0 | (0) | (0) | – | 288 | (288) | – | 1 | 1 |
| Total | | 189 600 | (3 855) | (74 227) | 111 518 | 177 190 | (71 016) | – | 106 175 | 217 692 |

* 1. CFP: VENTILATION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER PAR ANNÉE D’ORIGINE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Rubrique du CFP | < 2009 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
| 1. | Croissance intelligente et inclusive | 1 949 | 710 | 1 446 | 2 995 | 11 077 | 35 400 | 29 168 | 78 081 | 160 827 |
|  | 1a: Compétitivité pour la croissance et l’emploi | 295 | 672 | 1 209 | 1 541 | 3 885 | 5 942 | 7 844 | 13 066 | 34 455 |
|  | 1b: Cohésion économique, sociale et territoriale | 1 653 | 38 | 237 | 1 455 | 7 191 | 29 459 | 21 324 | 65 015 | 126 372 |
| 2. | Croissance durable: ressources naturelles | 223 | 62 | 82 | 127 | 213 | 7 231 | 2 140 | 18 112 | 28 191 |
|  | dont: dépenses relatives au marché et paiements directs | – | – | – | 0 | 3 | – | 8 | 38 | 49 |
| 3. | Sécurité et citoyenneté | 21 | 39 | 62 | 136 | 277 | 580 | 350 | 1 671 | 3 137 |
| 4. | L'Europe dans le monde | 938 | 522 | 883 | 1 412 | 3 364 | 4 719 | 5 390 | 7 446 | 24 673 |
| 5. | Administration | – | – | – | – | – | 0 | 0 | 864 | 865 |
|  | dont: dépenses administratives des institutions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 570 | 570 |
| 9. | Instruments spéciaux | – | – | – | – | – | – | – | 1 | 1 |
| Total | | 3 130 | 1 333 | 2 473 | 4 671 | 14 931 | 47 931 | 37 049 | 106 175 | 217 692 |

* 1. DOMAINE POLITIQUE: VENTILATION ET ÉVOLUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Crédits d’engagement | | | | | | Crédits de paiement | | | | | |
|  | | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total |
| Domaine politique | | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | crédits disponibles | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | crédits disponibles |
|  | | 1 | 2 | 3=1+2 | 4 | 5 | 6=3+4+5 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10 | 11 | 12=9+10+11 |
| 01 | Affaires économiques et financières | 371 | 1 281 | 1 652 | – | 118 | 1 770 | 459 | (43) | 416 | 7 | 121 | 544 |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 536 | (19) | 2 517 | – | 298 | 2 815 | 2 266 | (120) | 2 147 | 19 | 369 | 2 534 |
| 03 | Concurrence | 98 | (1) | 97 | – | 6 | 103 | 98 | (1) | 97 | 7 | 6 | 110 |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 13 096 | 2 817 | 15 913 | 2 161 | 83 | 18 157 | 10 929 | (305) | 10 625 | 51 | 175 | 10 850 |
| 05 | Agriculture et développement rural | 57 603 | 4 347 | 61 951 | 2 912 | 2 382 | 67 245 | 54 942 | 298 | 55 240 | 892 | 2 376 | 58 508 |
| 06 | Mobilité et transports | 3 281 | (699) | 2 582 | – | 178 | 2 760 | 2 056 | (96) | 1 960 | 5 | 174 | 2 139 |
| 07 | Environnement | 431 | 0 | 432 | – | 17 | 448 | 397 | (3) | 395 | 16 | 14 | 425 |
| 08 | Recherche et innovation | 6 699 | (501) | 6 198 | – | 769 | 6 967 | 5 987 | (144) | 5 843 | 23 | 1 223 | 7 089 |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 1 727 | 0 | 1 728 | – | 169 | 1 897 | 1 727 | 21 | 1 748 | 16 | 254 | 2 018 |
| 10 | Recherche directe | 404 | (11) | 393 | – | 551 | 944 | 402 | (5) | 397 | 44 | 492 | 933 |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 1 082 | 724 | 1 806 | 29 | 31 | 1 866 | 1 007 | (49) | 958 | 3 | 14 | 975 |
| 12 | Marché intérieur et services | 119 | (3) | 116 | – | 12 | 128 | 115 | (4) | 111 | 4 | 12 | 127 |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 35 347 | 8 393 | 43 739 | 6 481 | 422 | 50 642 | 40 721 | 131 | 40 851 | 11 | 267 | 41 130 |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 161 | (0) | 161 | – | 9 | 170 | 137 | 13 | 151 | 5 | 8 | 163 |
| 15 | Éducation et culture | 2 918 | (26) | 2 892 | – | 447 | 3 339 | 2 661 | 164 | 2 825 | 14 | 610 | 3 450 |
| 16 | Communication | 245 | 2 | 247 | – | 12 | 259 | 240 | 5 | 244 | 12 | 12 | 269 |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 616 | (14) | 601 | 7 | 24 | 632 | 567 | (31) | 536 | 10 | 25 | 572 |
| 18 | Affaires intérieures | 1 172 | 389 | 1 560 | 247 | 53 | 1 860 | 972 | 161 | 1 133 | 3 | 41 | 1 178 |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 759 | (51) | 708 | 15 | 51 | 774 | 578 | (22) | 556 | 10 | 47 | 612 |
| 20 | Commerce | 115 | (1) | 114 | 0 | 3 | 117 | 124 | (10) | 114 | 3 | 3 | 121 |
| 21 | Développement et coopération | 5 023 | 391 | 5 414 | 7 | 281 | 5 702 | 4 308 | 74 | 4 382 | 26 | 212 | 4 620 |
| 22 | Élargissement | 1 524 | 1 | 1 525 | 40 | 15 | 1 580 | 976 | (13) | 963 | 5 | 11 | 980 |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 1 019 | 164 | 1 183 | 199 | 173 | 1 555 | 999 | 277 | 1 275 | 10 | 140 | 1 426 |
| 24 | Lutte contre la fraude | 80 | (0) | 79 | – | 1 | 80 | 76 | (0) | 76 | 7 | 1 | 83 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Crédits d’engagement | | | | | | Crédits de paiement | | | | | |
|  | | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total | Crédits budgétaires | | | Crédits supplémentaires | | Total |
| Domaine politique | | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | crédits disponibles | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits reportés | Recettes affectées | crédits disponibles |
|  | | 1 | 2 | 3=1+2 | 4 | 5 | 6=3+4+5 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10 | 11 | 12=9+10+11 |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 192 | 1 | 192 | – | 11 | 204 | 192 | 1 | 192 | 14 | 11 | 218 |
| 26 | Administration de la Commission | 997 | 16 | 1 013 | – | 162 | 1 176 | 992 | 19 | 1 011 | 158 | 166 | 1 335 |
| 27 | Budget | 70 | (14) | 57 | – | 8 | 64 | 70 | (14) | 57 | 7 | 8 | 71 |
| 28 | Audit | 12 | 0 | 12 | – | 1 | 13 | 12 | 0 | 12 | 0 | 1 | 13 |
| 29 | Statistiques | 134 | 1 | 135 | – | 14 | 149 | 116 | 1 | 117 | 5 | 22 | 144 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | 1 567 | (4) | 1 563 | – | 0 | 1 563 | 1 567 | (4) | 1 563 | – | 0 | 1 563 |
| 31 | Services linguistiques | 389 | (5) | 384 | – | 70 | 454 | 389 | (5) | 384 | 18 | 70 | 471 |
| 32 | Énergie | 1 064 | (100) | 964 | – | 114 | 1 078 | 1 035 | (43) | 992 | 6 | 125 | 1 123 |
| 33 | Justice | 209 | 2 | 211 | – | 9 | 220 | 195 | (20) | 175 | 3 | 10 | 188 |
| 34 | Action pour le climat | 127 | 0 | 128 | – | 1 | 129 | 84 | (18) | 66 | 3 | 1 | 70 |
| 40 | Réserves | 465 | (127) | 338 | – | – | 338 | 150 | (150) | – | – | – | – |
| 90 | Autres institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 93 | 327 | 4 087 | 3 667 | (0) | 3 667 | 543 | 334 | 4 543 |
| Total | | 145 322 | 16 952 | 162 273 | 12 191 | 6 822 | 181 286 | 141 214 | 66 | 141 280 | 1 960 | 7 354 | 150 595 |

* + 1. DOMAINE POLITIQUE: COMPARAISON ENTRE LE BUDGET ET LES ENGAGEMENTS EFFECTIFS

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Domaine politique | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits supplé-mentaires\* | Total des crédits disponibles | Engagements contractés |
| 01 | Affaires économiques et financières | 371 | 1 281 | 1 652 | 118 | 1 770 | 1 654 |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 536 | (19) | 2 517 | 298 | 2 815 | 2 704 |
| 03 | Concurrence | 98 | (1) | 97 | 6 | 103 | 100 |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 13 096 | 2 817 | 15 913 | 2 244 | 18 157 | 18 069 |
| 05 | Agriculture et développement rural | 57 603 | 4 347 | 61 951 | 5 294 | 67 245 | 65 492 |
| 06 | Mobilité et transports | 3 281 | (699) | 2 582 | 178 | 2 760 | 2 683 |
| 07 | Environnement | 431 | 0 | 432 | 17 | 448 | 443 |
| 08 | Recherche et innovation | 6 699 | (501) | 6 198 | 769 | 6 967 | 6 674 |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 1 727 | 0 | 1 728 | 169 | 1 897 | 1 833 |
| 10 | Recherche directe | 404 | (11) | 393 | 551 | 944 | 504 |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 1 082 | 724 | 1 806 | 60 | 1 866 | 1 834 |
| 12 | Marché intérieur et services | 119 | (3) | 116 | 12 | 128 | 126 |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 35 347 | 8 393 | 43 739 | 6 903 | 50 642 | 50 599 |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 161 | (0) | 161 | 9 | 170 | 165 |
| 15 | Éducation et culture | 2 918 | (26) | 2 892 | 447 | 3 339 | 3 249 |
| 16 | Communication | 245 | 2 | 247 | 12 | 259 | 253 |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 616 | (14) | 601 | 30 | 632 | 622 |
| 18 | Affaires intérieures | 1 172 | 389 | 1 560 | 300 | 1 860 | 1 837 |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 759 | (51) | 708 | 66 | 774 | 706 |
| 20 | Commerce | 115 | (1) | 114 | 3 | 117 | 116 |
| 21 | Développement et coopération | 5 023 | 391 | 5 414 | 288 | 5 702 | 5 596 |
| 22 | Élargissement | 1 524 | 1 | 1 525 | 55 | 1 580 | 1 573 |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 1 019 | 164 | 1 183 | 372 | 1 555 | 1 484 |
| 24 | Lutte contre la fraude | 80 | (0) | 79 | 1 | 80 | 79 |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 192 | 1 | 192 | 11 | 204 | 199 |
| 26 | Administration de la Commission | 997 | 16 | 1 013 | 162 | 1 176 | 1 121 |
| 27 | Budget | 70 | (14) | 57 | 8 | 64 | 60 |
| 28 | Audit | 12 | 0 | 12 | 1 | 13 | 12 |
| 29 | Statistiques | 134 | 1 | 135 | 14 | 149 | 141 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | 1 567 | (4) | 1 563 | 0 | 1 563 | 1 563 |
| 31 | Services linguistiques | 389 | (5) | 384 | 70 | 454 | 425 |
| 32 | Énergie | 1 064 | (100) | 964 | 114 | 1 078 | 980 |
| 33 | Justice | 209 | 2 | 211 | 9 | 220 | 212 |
| 34 | Action pour le climat | 127 | 0 | 128 | 1 | 129 | 128 |
| 40 | Réserves | 465 | (127) | 338 | – | 338 | – |
| 90 | Autres institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 420 | 4 087 | 3 954 |
| Total | | 145 322 | 16 952 | 162 273 | 19 013 | 181 286 | 177 190 |

*\* Les crédits supplémentaires comprennent les crédits reportés de l’exercice précédent, les recettes affectées et les crédits reconstitués à la suite de dégagements.*

* 1. DOMAINE POLITIQUE: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Engagements contractés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | Annulations | | | | |
|  | Domaine politique | Total des crédits dispo-nibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Recettes affectées | Reports par décision | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits repor-tés | Recettes affectées (AELE) | Total | % |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10=9/1 | 11 | 12 | 13 | 14=11+12+13 | 15=14/1 |
| 01 | Affaires économiques et financières | 1 770 | 1 651 | – | 3 | 1 654 | 93,42 % | 115 | – | 115 | 6,51 % | 1 | – | – | 1 | 0,06 % |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 815 | 2 521 | – | 184 | 2 704 | 96,07 % | 110 | – | 110 | 3,91 % | (4) | – | 5 | 1 | 0,02 % |
| 03 | Concurrence | 103 | 97 | – | 3 | 100 | 97,52 % | 3 | – | 3 | 2,46 % | 0 | – | – | 0 | 0,02 % |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 18 157 | 15 902 | 2 161 | 6 | 18 069 | 99,51 % | 77 | – | 77 | 0,42 % | 12 | – | – | 12 | 0,06 % |
| 05 | Agriculture et développement rural | 67 245 | 61 508 | 2 898 | 1 086 | 65 492 | 97,39 % | 1 296 | 410 | 1 705 | 2,54 % | 33 | 14 | – | 47 | 0,07 % |
| 06 | Mobilité et transports | 2 760 | 2 579 | – | 104 | 2 683 | 97,22 % | 74 | – | 74 | 2,67 % | 3 | – | – | 3 | 0,11 % |
| 07 | Environnement | 448 | 431 | – | 12 | 443 | 98,81 % | 5 | – | 5 | 1,04 % | 1 | – | – | 1 | 0,14 % |
| 08 | Recherche et innovation | 6 967 | 6 197 | – | 477 | 6 674 | 95,79 % | 292 | – | 292 | 4,19 % | 1 | – | – | 1 | 0,02 % |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 1 897 | 1 728 | – | 105 | 1 833 | 96,63 % | 64 | – | 64 | 3,37 % | 0 | – | – | 0 | 0,00 % |
| 10 | Recherche directe | 944 | 393 | – | 111 | 504 | 53,44 % | 439 | – | 439 | 46,56 % | 0 | – | – | 0 | 0,00 % |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 1 866 | 1 803 | 29 | 2 | 1 834 | 98,32 % | 29 | 0 | 29 | 1,56 % | 2 | – | – | 2 | 0,12 % |
| 12 | Marché intérieur et services | 128 | 116 | – | 10 | 126 | 98,15 % | 2 | – | 2 | 1,77 % | 0 | – | – | 0 | 0,08 % |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 50 642 | 43 725 | 6 481 | 393 | 50 599 | 99,91 % | 29 | – | 29 | 0,06 % | 14 | – | – | 14 | 0,03 % |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 170 | 161 | – | 4 | 165 | 96,71 % | 5 | 0 | 5 | 3,17 % | 0 | – | – | 0 | 0,13 % |
| 15 | Éducation et culture | 3 339 | 2 891 | – | 358 | 3 249 | 97,31 % | 89 | – | 89 | 2,67 % | 1 | – | – | 1 | 0,02 % |
| 16 | Communication | 259 | 246 | – | 7 | 253 | 97,89 % | 5 | – | 5 | 1,99 % | 0 | – | – | 0 | 0,12 % |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 632 | 601 | 7 | 15 | 622 | 98,52 % | 9 | – | 9 | 1,44 % | 0 | – | 0 | 0 | 0,05 % |
| 18 | Affaires intérieures | 1 860 | 1 559 | 247 | 31 | 1 837 | 98,74 % | 22 | – | 22 | 1,20 % | 1 | 0 | – | 1 | 0,05 % |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 774 | 663 | 15 | 28 | 706 | 91,12 % | 23 | 17 | 40 | 5,18 % | 28 | 0 | – | 29 | 3,70 % |
| 20 | Commerce | 117 | 114 | – | 2 | 116 | 98,46 % | 2 | – | 2 | 1,30 % | 0 | 0 | – | 0 | 0,24 % |
| 21 | Développement et coopération | 5 702 | 5 406 | 7 | 183 | 5 596 | 98,15 % | 98 | 7 | 105 | 1,85 % | 0 | – | – | 0 | 0,01 % |
| 22 | Élargissement | 1 580 | 1 524 | 40 | 9 | 1 573 | 99,56 % | 6 | – | 6 | 0,37 % | 1 | – | – | 1 | 0,07 % |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 1 555 | 1 182 | 199 | 103 | 1 484 | 95,39 % | 70 | – | 70 | 4,51 % | 2 | – | – | 2 | 0,11 % |
| 24 | Lutte contre la fraude | 80 | 79 | – | 0 | 79 | 98,44 % | 1 | – | 1 | 1,18 % | 0 | – | – | 0 | 0,37 % |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 204 | 192 | – | 6 | 199 | 97,32 % | 5 | 0 | 5 | 2,61 % | 0 | – | – | 0 | 0,07 % |
| 26 | Administration de la Commission | 1 176 | 1 013 | – | 107 | 1 121 | 95,30 % | 55 | – | 55 | 4,68 % | 0 | – | – | 0 | 0,02 % |
| 27 | Budget | 64 | 57 | – | 4 | 60 | 94,03 % | 4 | – | 4 | 5,85 % | 0 | – | – | 0 | 0,12 % |
| 28 | Audit | 13 | 12 | – | 0 | 12 | 96,96 % | 0 | – | 0 | 3,00 % | 0 | – | – | 0 | 0,05 % |
| 29 | Statistiques | 149 | 135 | – | 6 | 141 | 94,86 % | 7 | – | 7 | 4,92 % | 0 | – | 0 | 0 | 0,22 % |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Engagements contractés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | Annulations | | | | |
|  | Domaine politique | Total des crédits dispo-nibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Recettes affectées | Reports par décision | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | Recettes affectées (AELE) | Total | % |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9=7+8 | 10=9/1 | 11 | 12 | 13 | 14=11+12+13 | 15=14/1 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | 1 563 | 1 563 | – | 0 | 1 563 | 99,99 % | 0 | – | 0 | 0,01 % | 0 | – | – | 0 | 0,00 % |
| 31 | Services linguistiques | 454 | 384 | – | 40 | 425 | 93,55 % | 29 | – | 29 | 6,43 % | 0 | – | – | 0 | 0,02 % |
| 32 | Énergie | 1 078 | 961 | – | 19 | 980 | 90,96 % | 95 | – | 95 | 8,78 % | 3 | – | – | 3 | 0,27 % |
| 33 | Justice | 220 | 210 | – | 2 | 212 | 96,29 % | 7 | – | 7 | 3,36 % | 1 | – | 0 | 1 | 0,36 % |
| 34 | Action pour le climat | 129 | 128 | – | 1 | 128 | 99,57 % | 0 | – | 0 | 0,34 % | 0 | – | – | 0 | 0,09 % |
| 40 | Réserves | 338 | – | – | – | – | 0,00 % | – | 219 | 219 | 64,84 % | 119 | – | – | 119 | 35,16 % |
| 90 | Autres institutions | 4 087 | 3 585 | 92 | 276 | 3 954 | 96,74 % | 51 | 2 | 53 | 1,29 % | 80 | 1 | 0 | 81 | 1,97 % |
| Total | | 181 286 | 161 317 | 12 175 | 3 698 | 177 190 | 97,74 % | 3 119 | 656 | 3 775 | 2,08 % | 301 | 15 | 5 | 321 | 0,18 % |

* + 1. DOMAINE POLITIQUE: COMPARAISON ENTRE LE BUDGET ET LES PAIEMENTS EFFECTIFS

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Domaine politique | Budget initial adopté | Budgets rectificatifs et virements | Budget définitif adopté | Crédits supplé-mentaires\* | Total des crédits disponibles | Paiements exécutés |
| 01 | Affaires économiques et financières | 459 | (43) | 416 | 128 | 544 | 424 |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 266 | (120) | 2 147 | 388 | 2 534 | 2 234 |
| 03 | Concurrence | 98 | (1) | 97 | 13 | 110 | 98 |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 10 929 | (305) | 10 625 | 226 | 10 850 | 10 711 |
| 05 | Agriculture et développement rural | 54 942 | 298 | 55 240 | 3 267 | 58 508 | 57 093 |
| 06 | Mobilité et transports | 2 056 | (96) | 1 960 | 179 | 2 139 | 2 055 |
| 07 | Environnement | 397 | (3) | 395 | 30 | 425 | 416 |
| 08 | Recherche et innovation | 5 987 | (144) | 5 843 | 1 246 | 7 089 | 6 229 |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 1 727 | 21 | 1 748 | 270 | 2 018 | 1 855 |
| 10 | Recherche directe | 402 | (5) | 397 | 536 | 933 | 517 |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 1 007 | (49) | 958 | 17 | 975 | 960 |
| 12 | Marché intérieur et services | 115 | (4) | 111 | 16 | 127 | 121 |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 40 721 | 131 | 40 851 | 278 | 41 130 | 41 078 |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 137 | 13 | 151 | 12 | 163 | 154 |
| 15 | Éducation et culture | 2 661 | 164 | 2 825 | 624 | 3 450 | 3 176 |
| 16 | Communication | 240 | 5 | 244 | 25 | 269 | 250 |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 567 | (31) | 536 | 35 | 572 | 552 |
| 18 | Affaires intérieures | 972 | 161 | 1 133 | 45 | 1 178 | 1 163 |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 578 | (22) | 556 | 56 | 612 | 589 |
| 20 | Commerce | 124 | (10) | 114 | 6 | 121 | 116 |
| 21 | Développement et coopération | 4 308 | 74 | 4 382 | 238 | 4 620 | 4 523 |
| 22 | Élargissement | 976 | (13) | 963 | 17 | 980 | 962 |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 999 | 277 | 1 275 | 150 | 1 426 | 1 325 |
| 24 | Lutte contre la fraude | 76 | (0) | 76 | 8 | 83 | 74 |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 192 | 1 | 192 | 25 | 218 | 195 |
| 26 | Administration de la Commission | 992 | 19 | 1 011 | 324 | 1 335 | 1 120 |
| 27 | Budget | 70 | (14) | 57 | 15 | 71 | 60 |
| 28 | Audit | 12 | 0 | 12 | 1 | 13 | 12 |
| 29 | Statistiques | 116 | 1 | 117 | 27 | 144 | 125 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | 1 567 | (4) | 1 563 | 0 | 1 563 | 1 563 |
| 31 | Services linguistiques | 389 | (5) | 384 | 87 | 471 | 424 |
| 32 | Énergie | 1 035 | (43) | 992 | 130 | 1 123 | 1 035 |
| 33 | Justice | 195 | (20) | 175 | 13 | 188 | 179 |
| 34 | Action pour le climat | 84 | (18) | 66 | 4 | 70 | 64 |
| 40 | Réserves | 150 | (150) | – | – | – | – |
| 90 | Autres institutions | 3 667 | (0) | 3 667 | 877 | 4 543 | 3 791 |
| Total | | 141 214 | 66 | 141 280 | 9 314 | 150 595 | 145 243 |

*\* Les crédits supplémentaires comprennent les crédits reportés de l’exercice précédent, les recettes affectées et les crédits reconstitués à la suite de dégagements.*

* 1. DOMAINE POLITIQUE: EXÉCUTION DES CRÉDITS DE PAIEMENT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  |  | | en Mio EUR | |
|  | Domaine politique |  | Paiements exécutés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | | | | Annulations | | | | | |
|  |  | Total des crédits dispo-nibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Reports de droit | Reports par décision | Recettes affectées | | | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | | Recettes affectées (AELE) | Total | % |
|  |  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9 | | | 10=7+8+9 | 11=10/1 | 12 | 13 | | 14 | 15=12+13+14 | 16=15/1 |
| 01 | Affaires économiques et financières | 544 | 410 | 6 | 8 | 424 | 77,95 % | 6 | – | 113 | | | 119 | 21,81 % | 0 | 1 | | – | 1 | 0,24 % |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 534 | 2 130 | 17 | 87 | 2 234 | 88,13 % | 15 | – | 282 | | | 296 | 11,69 % | 2 | 2 | | 0 | 4 | 0,17 % |
| 03 | Concurrence | 110 | 88 | 7 | 3 | 98 | 89,16 % | 8 | – | 3 | | | 11 | 10,31 % | 0 | 1 | | – | 1 | 0,53 % |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 10 850 | 10 602 | 47 | 61 | 10 711 | 98,72 % | 13 | – | 113 | | | 126 | 1,16 % | 9 | 4 | | – | 13 | 0,12 % |
| 05 | Agriculture et développement rural | 58 508 | 54 778 | 875 | 1 440 | 57 093 | 97,58 % | 21 | 410 | 936 | | | 1 366 | 2,34 % | 32 | 17 | | – | 48 | 0,08 % |
| 06 | Mobilité et transports | 2 139 | 1 947 | 4 | 104 | 2 055 | 96,05 % | 4 | – | 69 | | | 73 | 3,42 % | 9 | 1 | | 1 | 11 | 0,53 % |
| 07 | Environnement | 425 | 390 | 15 | 11 | 416 | 97,99 % | 4 | – | 3 | | | 7 | 1,56 % | 1 | 1 | | – | 2 | 0,46 % |
| 08 | Recherche et innovation | 7 089 | 5 811 | 21 | 397 | 6 229 | 87,86 % | 30 | – | 826 | | | 856 | 12,08 % | 2 | 2 | | – | 4 | 0,06 % |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 2 018 | 1 736 | 15 | 104 | 1 855 | 91,91 % | 10 | – | 151 | | | 161 | 7,98 % | 1 | 1 | | – | 2 | 0,11 % |
| 10 | Recherche directe | 933 | 357 | 39 | 121 | 517 | 55,46 % | 39 | – | 371 | | | 411 | 44,03 % | 0 | 5 | | – | 5 | 0,51 % |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 975 | 955 | 2 | 2 | 960 | 98,39 % | 3 | – | 12 | | | 15 | 1,52 % | 1 | 0 | | – | 1 | 0,09 % |
| 12 | Marché intérieur et services | 127 | 107 | 3 | 10 | 121 | 94,97 % | 3 | – | 2 | | | 6 | 4,64 % | 0 | 0 | | – | 1 | 0,40 % |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 41 130 | 40 840 | 10 | 228 | 41 078 | 99,87 % | 11 | – | 39 | | | 50 | 0,12 % | 0 | 1 | | – | 2 | 0,00 % |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 163 | 146 | 4 | 4 | 154 | 94,87 % | 5 | – | 3 | | | 8 | 5,02 % | 0 | 0 | | – | 0 | 0,12 % |
| 15 | Éducation et culture | 3 450 | 2 812 | 13 | 351 | 3 176 | 92,07 % | 13 | – | 259 | | | 272 | 7,89 % | 0 | 1 | | – | 1 | 0,03 % |
| 16 | Communication | 269 | 233 | 11 | 6 | 250 | 92,97 % | 11 | – | 6 | | | 17 | 6,42 % | 0 | 1 | | – | 2 | 0,61 % |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 572 | 526 | 9 | 16 | 552 | 96,48 % | 9 | – | 9 | | | 19 | 3,24 % | 1 | 1 | | 0 | 2 | 0,28 % |
| 18 | Affaires intérieures | 1 178 | 1 127 | 3 | 33 | 1 163 | 98,77 % | 5 | – | 8 | | | 13 | 1,11 % | 1 | 0 | | – | 1 | 0,12 % |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 612 | 551 | 9 | 29 | 589 | 96,24 % | 3 | – | 18 | | | 21 | 3,43 % | 2 | 0 | | – | 2 | 0,32 % |
| 20 | Commerce | 121 | 112 | 3 | 2 | 116 | 96,43 % | 2 | – | 2 | | | 4 | 3,31 % | 0 | 0 | | – | 0 | 0,26 % |
| 21 | Développement et coopération | 4 620 | 4 357 | 22 | 143 | 4 523 | 97,89 % | 24 | – | 69 | | | 93 | 2,02 % | 0 | 4 | | – | 4 | 0,09 % |
| 22 | Élargissement | 980 | 951 | 4 | 7 | 962 | 98,19 % | 6 | – | 4 | | | 10 | 1,07 % | 6 | 1 | | – | 7 | 0,74 % |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 1 426 | 1 268 | 9 | 47 | 1 325 | 92,94 % | 6 | – | 93 | | | 100 | 6,98 % | 1 | 0 | | – | 1 | 0,08 % |
| 24 | Lutte contre la fraude | 83 | 68 | 5 | 1 | 74 | 88,81 % | 6 | 2 | 0 | | | 7 | 8,94 % | 0 | 1 | | – | 2 | 2,25 % |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 218 | 178 | 12 | 6 | 195 | 89,85 % | 14 | 0 | 6 | | | 20 | 9,31 % | 0 | 2 | | – | 2 | 0,84 % |
| 26 | Administration de la Commission | 1 335 | 893 | 144 | 83 | 1 120 | 83,88 % | 118 | – | 83 | | | 200 | 15,01 % | 0 | 15 | | – | 15 | 1,11 % |
| 27 | Budget | 71 | 50 | 7 | 3 | 60 | 83,84 % | 7 | – | 5 | | | 11 | 15,52 % | 0 | 0 | | – | 0 | 0,64 % |
| 28 | Audit | 13 | 11 | 0 | 0 | 12 | 90,64 % | 1 | – | 0 | | | 1 | 8,50 % | 0 | 0 | | – | 0 | 0,85 % |
| 29 | Statistiques | 144 | 112 | 5 | 8 | 125 | 86,78 % | 5 | – | 14 | | | 18 | 12,78 % | 0 | 1 | | 0 | 1 | 0,44 % |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | 1 563 | 1 563 | – | 0 | 1 563 | 99,99 % | 0 | – | 0 | | | 0 | 0,01 % | 0 | – | | – | 0 | 0,00 % |
| 31 | Services linguistiques | 471 | 371 | 17 | 37 | 424 | 90,04 % | 14 | – | 33 | | | 46 | 9,82 % | 0 | 1 | | – | 1 | 0,14 % |
| 32 | Énergie | 1 123 | 985 | 5 | 45 | 1 035 | 92,22 % | 5 | – | 80 | | | 84 | 7,51 % | 2 | 1 | | – | 3 | 0,27 % |
| 33 | Justice | 188 | 171 | 3 | 6 | 179 | 95,52 % | 4 | – | 4 | | | 7 | 3,92 % | 0 | 1 | | 0 | 1 | 0,56 % |
| 34 | Action pour le climat | 70 | 61 | 3 | 0 | 64 | 91,31 % | 4 | – | 0 | | | 4 | 6,02 % | 1 | 0 | | – | 2 | 2,68 % |
| 40 | Réserves | – | – | – | – | – | 0,00 % | – | – | – | | | – | 0,00 % | – | – | | – | – | 0,00 % |
| 90 | Autres institutions | 4 543 | 3 129 | 408 | 254 | 3 791 | 83,43 % | 456 | 2 | 80 | | | 537 | 11,83 % | 80 | 135 | | – | 215 | 4,74 % |
| Total | | 150 595 | 139 827 | 1 759 | 3 657 | 145 243 | 96,45 % | 886 | 413 | 3 695 | | | 4 994 | 3,32 % | 154 | 202 | | 2 | 358 | 0,24 % |

* 1. DOMAINE POLITIQUE: ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Domaine politique | RAL à la fin de l’exercice précédent | | | | | Engagements de l’exercice | | | |  |
|  |  | Engagements reportés de l’exercice précédent | | Dégagements/ Réévaluations/ Annulations | Paiements | Engagements restant à liquider à la date de clôture | Engagements contractés en cours d’exercice | Paiements | Annulation des engagements non reportables | Engagements restant à liquider à la date de clôture | Total des engagements restant à liquider à la fin de l'exercice |
| 01 | Affaires économiques et financières | 667 | | (14) | (140) | 513 | 1 654 | (284) | – | 1 370 | 1 883 |
| 02 | Entreprises et industrie | 2 204 | | (50) | (1 219) | 935 | 2 704 | (1 015) | (2) | 1 688 | 2 623 |
| 03 | Concurrence | 7 | | (1) | (7) | – | 100 | (91) | – | 9 | 9 |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 26 124 | | (215) | (9 635) | 16 274 | 18 069 | (1 076) | (0) | 16 993 | 33 266 |
| 05 | Agriculture et développement rural | 17 308 | | (282) | (8 054) | 8 971 | 65 492 | (49 039) | (0) | 16 453 | 25 424 |
| 06 | Mobilité et transports | 5 647 | | (393) | (1 642) | 3 613 | 2 683 | (413) | – | 2 270 | 5 883 |
| 07 | Environnement | 1 093 | | (1) | (292) | 800 | 443 | (125) | – | 318 | 1 118 |
| 08 | Recherche et innovation | 14 826 | | (84) | (4 535) | 10 207 | 6 674 | (1 693) | (2) | 4 978 | 15 185 |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 3 305 | | (36) | (1 295) | 1 975 | 1 833 | (560) | (0) | 1 273 | 3 247 |
| 10 | Recherche directe | 208 | | (21) | (131) | 56 | 504 | (387) | (0) | 118 | 174 |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 1 571 | | (244) | (644) | 682 | 1 834 | (315) | (0) | 1 519 | 2 201 |
| 12 | Marché intérieur et services | 21 | | (3) | (15) | 3 | 126 | (105) | – | 21 | 23 |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 84 237 | | (1 085) | (37 414) | 45 738 | 50 599 | (3 664) | (0) | 46 935 | 92 673 |
| 14 | Fiscalité et union douanière | 122 | | (8) | (76) | 39 | 165 | (79) | – | 86 | 125 |
| 15 | Éducation et culture | 2 879 | | (52) | (1 312) | 1 515 | 3 249 | (1 864) | (0) | 1 386 | 2 901 |
| 16 | Communication | 110 | | (7) | (83) | 21 | 253 | (167) | (0) | 86 | 107 |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 535 | | (68) | (262) | 206 | 622 | (290) | – | 333 | 538 |
| 18 | Affaires intérieures | 1 586 | | (147) | (403) | 1 036 | 1 837 | (760) | – | 1 076 | 2 113 |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 862 | | (73) | (333) | 456 | 706 | (256) | (0) | 449 | 905 |
| 20 | Commerce | 22 | | (1) | (15) | 6 | 116 | (101) | (0) | 14 | 20 |
| 21 | Développement et coopération | 16 379 | | (387) | (3 772) | 12 220 | 5 596 | (751) | (0) | 4 845 | 17 066 |
| 22 | Élargissement | 3 669 | | (53) | (857) | 2 759 | 1 573 | (105) | (0) | 1 468 | 4 227 |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 671 | | (3) | (400) | 268 | 1 484 | (925) | – | 559 | 827 |
| 24 | Lutte contre la fraude | 31 | | (5) | (18) | 8 | 79 | (56) | (0) | 23 | 31 |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | 14 | | (2) | (12) | – | 199 | (184) | (0) | 15 | 15 |
| 26 | Administration de la Commission | 201 | | (17) | (171) | 13 | 1 121 | (948) | (0) | 172 | 185 |
| 27 | Budget | 7 | | (0) | (7) | – | 60 | (53) | – | 7 | 7 |
| 28 | Audit | 0 | | (0) | (0) | – | 12 | (12) | – | 1 | 1 |
| 29 | Statistiques | 105 | | (6) | (45) | 54 | 141 | (80) | (0) | 61 | 115 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | – | | – | – | – | 1 563 | (1 563) | (0) | – | – |
| 31 | Services linguistiques | 18 | | (1) | (17) | – | 425 | (408) | – | 17 | 17 |
| 32 | Énergie | 4 416 | | (509) | (914) | 2 993 | 980 | (121) | (0) | 859 | 3 853 |
| 33 | Justice | 181 | | (22) | (66) | 94 | 212 | (114) | – | 99 | 193 |
| 34 | Action pour le climat | 105 | | (1) | (40) | 64 | 128 | (25) | – | 104 | 168 |
| 40 | Réserves | – | | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 90 | Autres institutions | 469 | | (67) | (401) | 0 | 3 954 | (3 389) | 5 | 570 | 570 |
| Total | | 189 600 | | (3 855) | (74 227) | 111 518 | 177 190 | (71 016) | 0 | 106 175 | 217 692 |

* 1. DOMAINE POLITIQUE: VENTILATION DES ENGAGEMENTS RESTANT À LIQUIDER PAR ANNÉE D’ORIGINE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  |  | < 2009 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
| 01 | Affaires économiques et financières | 14 | – | 0 | 60 | 178 | 244 | 16 | 1 370 | 1 883 |
| 02 | Entreprises et industrie | 11 | 20 | 34 | 60 | 184 | 304 | 323 | 1 688 | 2 623 |
| 03 | Concurrence | – | – | – | – | – | – | 0 | 9 | 9 |
| 04 | Emploi, affaires sociales et inclusion | 515 | 36 | 26 | 448 | 1 662 | 6 383 | 7 203 | 16 993 | 33 266 |
| 05 | Agriculture et développement rural | 75 | 0 | – | 3 | 206 | 6 830 | 1 856 | 16 453 | 25 424 |
| 06 | Mobilité et transports | 76 | 44 | 85 | 402 | 695 | 700 | 1 612 | 2 270 | 5 883 |
| 07 | Environnement | 49 | 61 | 74 | 102 | 136 | 177 | 202 | 318 | 1 118 |
| 08 | Recherche et innovation | 70 | 87 | 283 | 584 | 2 005 | 3 160 | 4 017 | 4 978 | 15 185 |
| 09 | Réseaux de communication, contenu et technologies | 17 | 20 | 40 | 82 | 284 | 551 | 980 | 1 273 | 3 247 |
| 10 | Recherche directe | 9 | 1 | 3 | 2 | 3 | 15 | 24 | 118 | 174 |
| 11 | Affaires maritimes et pêche | 99 | – | 8 | 25 | 47 | 454 | 49 | 1 519 | 2 201 |
| 12 | Marché intérieur et services | – | – | – | – | 0 | 0 | 3 | 21 | 23 |
| 13 | Politique régionale et urbaine | 1 365 | 3 | 216 | 1 020 | 5 918 | 23 611 | 13 606 | 46 935 | 92 673 |
| 14 | Fiscalité et union douanière | – | – | 0 | 1 | 2 | 4 | 31 | 86 | 125 |
| 15 | Éducation et culture | 56 | 32 | 43 | 109 | 199 | 461 | 615 | 1 386 | 2 901 |
| 16 | Communication | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 17 | 86 | 107 |
| 17 | Santé et protection des consommateurs | 6 | 11 | 9 | 14 | 15 | 39 | 112 | 333 | 538 |
| 18 | Affaires intérieures | 14 | 28 | 50 | 110 | 245 | 491 | 99 | 1 076 | 2 113 |
| 19 | Instruments de politique étrangère | 7 | 5 | 14 | 17 | 76 | 96 | 242 | 449 | 905 |
| 20 | Commerce | – | – | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | 14 | 20 |
| 21 | Développement et coopération | 555 | 448 | 706 | 1 108 | 2 304 | 3 246 | 3 853 | 4 845 | 17 066 |
| 22 | Élargissement | 140 | 55 | 138 | 252 | 411 | 616 | 1 146 | 1 468 | 4 227 |
| 23 | Aide humanitaire et protection civile | 9 | 13 | 25 | 25 | 24 | 30 | 142 | 559 | 827 |
| 24 | Lutte contre la fraude | 0 | 0 | – | – | 0 | 2 | 5 | 23 | 31 |
| 25 | Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique | – | – | – | – | – | – | 0 | 15 | 15 |
| 26 | Administration de la Commission | – | – | – | 0 | – | 7 | 6 | 172 | 185 |
| 27 | Budget | – | – | – | – | – | – | – | 7 | 7 |
| 28 | Audit | – | – | – | – | – | – | – | 1 | 1 |
| 29 | Statistiques | 0 | 0 | 1 | 1 | 4 | 12 | 35 | 61 | 115 |
| 30 | Pensions et dépenses connexes | – | – | – | – | – | – | 0 | – | – |
| 31 | Services linguistiques | – | – | – | – | – | – | 0 | 17 | 17 |
| 32 | Énergie | 41 | 467 | 717 | 238 | 324 | 469 | 737 | 859 | 3 853 |
| 33 | Justice | – | 1 | 1 | 5 | 9 | 22 | 57 | 99 | 193 |
| 34 | Action pour le climat | – | – | – | – | 1 | 3 | 60 | 104 | 168 |
| 40 | Réserves | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| 90 | Autres institutions | – | – | – | – | – | – | – | 570 | 570 |
| Total | | 3 130 | 1 333 | 2 473 | 4 671 | 14 931 | 47 931 | 37 049 | 106 175 | 217 692 |

* 1. EXÉCUTION DES DÉPENSES 2015

L’année 2015 était la deuxième année de la nouvelle période de programmation 2014-2020.

**Engagements**

Le budget initial adopté pour l'ensemble des institutions, hors instruments spéciaux, était fixé à 144,806 milliards d’EUR.

Ce budget a fait, dès le départ, l’objet d’importantes modifications à la suite du faible taux d’exécution des crédits d'engagement en 2014, lié à l’adoption tardive des programmes opérationnels pour les fonds relevant de la gestion partagée au début de la nouvelle période de programmation. Le report à l’exercice 2015 s’est élevé à 12 milliards d’EUR et la reprogrammation des crédits d’engagement non utilisés en 2014 à 16 milliards d’EUR.

Le renforcement des engagements en 2015 a ramené le RAL à son niveau d’avant 2014 (à 217 milliards d'EUR). Ainsi, la baisse observée en 2014 était temporaire, comme prévu.

En 2015, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), nouvellement créé, a été ajouté à la rubrique 1a et doté d'un montant de 1,360 milliard d’EUR (dont 10 millions pour la plate-forme européenne de conseil en investissement) en crédits d’engagement [réaffecté à partir du mécanisme pour l’interconnexion en Europe, d'Horizon 2020 et du programme de réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), comme prévu par le budget rectificatif n° 2/2015], dont l'intégralité a été entièrement engagée.

Les ajustements des engagements hors reprogrammation étaient essentiellement liés aux flux migratoires et de réfugiés: renforcements pour l’agence Frontex, le Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF), le Fonds pour la sécurité intérieure (ISF), l’instrument européen de voisinage (IEV) et l’aide humanitaire en faveur de la Syrie et des pays voisins.

Le budget définitif adopté en termes d'engagements, hors instruments spéciaux, s’est établi au total à 161,808 milliards d’EUR, dont 161,191 milliards ont été engagés (taux d’exécution de 99,6 %).

Un montant de 202 millions d’EUR de crédits inutilisés et la réserve non mobilisée, de 119 millions d’EUR, du Fonds européen d’ajustement à la mondialisation sont tombés en annulation à la fin de 2015.

**Paiements**

Le budget initial adopté, hors instruments spéciaux, s'était établi à 140,862 milliards d’EUR (ce qui représente une hausse de 1,6 % par rapport au budget définitif adopté de 2014). Les crédits de paiement initiaux correspondaient à 1,01 % du RNB de l’Union. Ils ont été renforcés par un montant de 66 millions d'EUR en cours d’année, les nouveaux besoins liés à la crise migratoire et des réfugiés ayant été principalement couverts par voie de redéploiements.

Le report de 2014 s’est chiffré à 1,960 milliard d’EUR.

Le budget définitif adopté s’est élevé à 141,280 milliards d’EUR, dont 139,827 milliards ont été payés en 2015 (99 %).

Au total, un montant de 358 millions d’EUR, dont 0,5 million provenant des réserves, est tombé en annulation à la fin de 2015.

Le rapport de la Commission sur la gestion budgétaire et financière 2015 présente, dans sa partie A, qui offre une vue d’ensemble du budget, et dans sa partie B, qui traite de chaque rubrique du cadre financier pluriannuel, une analyse plus détaillée des ajustements budgétaires, du contexte dans lequel ils ont été opérés, de leur motivation et de leurs répercussions.

1. EXÉCUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET AGENCES

* 1. INSTITUTIONS: SYNTHÈSE DE L’EXÉCUTION DU BUDGET EN RECETTES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Budget recettes | | Droits constatés | | | Recettes | | | Recettes en |  |
| Institution | Budget initial adopté | Budget définitif adopté | Exercice courant | Crédits reportés | Total | sur les droits de l’exercice | sur les droits reportés | Total | % du budget | Reste à recevoir |
| Parlement européen | 149 | 149 | 176 | 21 | 198 | 173 | 3 | 176 | 118,49 % | 21 |
| Conseil européen et Conseil | 57 | 57 | 73 | 4 | 77 | 71 | 3 | 74 | 129,14 % | 3 |
| Commission | 140 885 | 140 951 | 139 403 | 13 743 | 153 147 | 139 010 | 7 018 | 146 027 | 103,60 % | 7 119 |
| Cour de justice | 45 | 45 | 50 | 0 | 50 | 49 | 0 | 50 | 110,39 % | 0 |
| Cour des comptes | 20 | 20 | 19 | 0 | 19 | 19 | 0 | 19 | 96,20 % | 0 |
| Comité économique et social européen | 11 | 11 | 15 | – | 15 | 15 | 0 | 15 | 138,57 % | – |
| Comité des régions | 8 | 8 | 10 | – | 10 | 10 | 0 | 10 | 127,90 % | 0 |
| Médiateur | 1 | 1 | 1 | – | 1 | 1 | 0 | 1 | 101,02 % | – |
| Contrôleur européen de la protection des données | 1 | 1 | 1 | – | 1 | 1 | 0 | 1 | 102,41 % | – |
| Service européen pour l’action extérieure | 38 | 38 | 251 | 0 | 251 | 250 | 0 | 250 | 661,85 % | 1 |
| Total | 141 214 | 141 280 | 139 999 | 13 768 | 153 768 | 139 599 | 7 024 | 146 624 | 103,78 % | 7 144 |

Les états consolidés sur l’exécution du budget général de l’UE recouvrent, comme pour les exercices précédents, l’exécution budgétaire de l'ensemble des institutions, étant donné que le budget de l’UE inclut un budget séparé pour chacune d'entre elles. Les agences ne disposent pas de budgets distincts au sein du budget de l’UE; elles sont partiellement financées au moyen d’une subvention issue du budget de la Commission.

Concernant le SEAE, on notera qu'en plus de son propre budget, il reçoit également des contributions de la Commission pour un montant de 138 millions d’EUR (2014: 208 millions), et du FED, à hauteur de 61 millions d’EUR (2014: 56 millions). Ces crédits budgétaires sont mis à la disposition du SEAE (en tant que recettes affectées), afin de couvrir principalement les coûts du personnel de la Commission travaillant dans les délégations de l’UE, ces délégations étant administrativement gérées par le SEAE.

* 1. INSTITUTIONS: EXÉCUTION DES CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT

Crédits d’engagement

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | | |  | |  |  | |  |  | |  | |  | |  |  | |  | | |
|  |  | Engagements contractés | | | | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | | | | | Annulations | | | | | | | |
| Institution | Total des crédits disponibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | | sur recettes affec-tées | Total | | % | | sur recettes affec-tées | Reports par décision | | | Total | | % | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | | | Recettes affectées (AELE) | | Total | % |
|  | 1 | 2 | 3 | | 4 | 5=2+3+4 | | 6=5/1 | | 7 | 8 | | | 9=7+8 | | 10=9/1 | 11 | 12 | | | 13 | | 14=11+12+13 | 15=14/1 |
| Parlement européen | 1 929 | 1 779 | 86 | | 34 | 1 899 | | 98,45 % | | 14 | – | | | 14 | | 0,72 % | 16 | – | | | – | | 16 | 0,83 % |
| Conseil européen et Conseil | 589 | 500 | 3 | | 25 | 528 | | 89,53 % | | 20 | – | | | 20 | | 3,36 % | 42 | 0 | | | – | | 42 | 7,10 % |
| Commission | 177 199 | 157 732 | 12 083 | | 3 422 | 173 236 | | 97,76 % | | 3 068 | 654 | | | 3 723 | | 2,10 % | 221 | 15 | | | 5 | | 240 | 0,14 % |
| Cour de justice | 359 | 354 | – | | 1 | 355 | | 98,83 % | | 1 | – | | | 1 | | 0,23 % | 3 | – | | | – | | 3 | 0,94 % |
| Cour des comptes | 133 | 131 | – | | 0 | 131 | | 98,62 % | | 0 | – | | | 0 | | 0,06 % | 2 | – | | | – | | 2 | 1,32 % |
| Comité économique et social européen | 134 | 124 | – | | 4 | 128 | | 95,98 % | | 0 | – | | | 0 | | 0,08 % | 5 | – | | | – | | 5 | 3,93 % |
| Comité des régions | 91 | 87 | – | | 2 | 89 | | 98,17 % | | 0 | – | | | 0 | | 0,02 % | 2 | – | | | – | | 2 | 1,81 % |
| Médiateur | 10 | 10 | – | | – | 10 | | 92,32 % | | – | – | | | – | | 0,00 % | 1 | – | | | – | | 1 | 7,68 % |
| Contrôleur européen de la protection des données | 9 | 8 | – | | – | 8 | | 95,60 % | | – | – | | | – | | 0,00 % | 0 | – | | | – | | 0 | 4,40 % |
| Service européen pour l’action extérieure | 833 | 592 | 3 | | 210 | 806 | | 96,72 % | | 16 | 2 | | | 18 | | 2,16 % | 9 | 1 | | | – | | 9 | 1,13 % |
| **Total** | 181 286 | 161 317 | 12 175 | | 3 698 | 177 190 | | 97,74 % | | 3 119 | 656 | | | 3 775 | | 2,08 % | 301 | 15 | | | 5 | | 321 | 0,18 % |

Crédits de paiement

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  |  | Paiements exécutés | | | | | Crédits reportés à 2016 | | | |  | Annulations | | | | |
| Institution | Total des crédits disponibles | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | sur recettes affectées | Total | % | Reports de droit | Reports par décision | sur recettes affectées | Total | % | sur budget définitif adopté | sur crédits reportés | Recettes affectées (AELE) | Total | % |
|  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=2+3+4 | 6=5/1 | 7 | 8 | 9 | 10=7+8+9 | 11=10/1 | 12 | 13 | 14 | 15=12+13+14 | 16=15/1 |
| Parlement européen | 2 207 | 1 489 | 253 | 29 | 1 771 | 80,24 % | 289 | – | 19 | 309 | 13,99 % | 16 | 111 | – | 127 | 5,77 % |
| Conseil européen et Conseil | 639 | 454 | 48 | 24 | 527 | 82,43 % | 46 | – | 20 | 65 | 10,25 % | 42 | 5 | – | 47 | 7,32 % |
| Commission | 146 051 | 136 698 | 1 351 | 3 404 | 141 453 | 96,85 % | 430 | 412 | 3 615 | 4 456 | 3,05 % | 74 | 66 | 2 | 142 | 0,10 % |
| Cour de justice | 376 | 334 | 15 | 1 | 350 | 93,10 % | 20 | – | 1 | 21 | 5,49 % | 3 | 2 | – | 5 | 1,41 % |
| Cour des comptes | 141 | 122 | 7 | 0 | 129 | 91,70 % | 9 | – | 0 | 9 | 6,62 % | 2 | 1 | – | 2 | 1,68 % |
| Comité économique et social européen | 142 | 114 | 6 | 3 | 124 | 87,24 % | 9 | – | 1 | 11 | 7,48 % | 5 | 2 | – | 7 | 5,28 % |
| Comité des régions | 99 | 79 | 6 | 2 | 86 | 87,37 % | 9 | – | 0 | 9 | 8,97 % | 2 | 2 | – | 4 | 3,66 % |
| Médiateur | 11 | 9 | 0 | – | 9 | 86,37 % | 1 | – | – | 1 | 5,91 % | 1 | 0 | – | 1 | 7,72 % |
| Contrôleur européen de la protection des données | 10 | 8 | 0 | – | 8 | 82,61 % | 1 | – | – | 1 | 8,24 % | 0 | 0 | – | 1 | 9,15 % |
| Service européen pour l’action extérieure | 920 | 520 | 73 | 194 | 787 | 85,53 % | 72 | 2 | 38 | 112 | 12,20 % | 9 | 12 | – | 21 | 2,27 % |
| Total | 150 595 | 139 827 | 1 759 | 3 657 | 145 243 | 96,45 % | 886 | 413 | 3 695 | 4 994 | 3,32 % | 154 | 202 | 2 | 358 | 0,24 % |

* 1. RECETTES DES AGENCES: PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES, DROITS CONSTATÉS ET MONTANTS REÇUS

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | |
| Agence | Budget définitif adopté | Droits constatés | Montants reçus | Reste à recevoir | Domaine politique — Subvention Commission européenne |
| Agence de coopération des régulateurs de l’énergie | 11 | 11 | 11 | – | 06 |
| Bureau européen d’appui en matière d’asile | 16 | 14 | 14 | – | 18 |
| Agence européenne de la sécurité aérienne | 185 | 150 | 150 | 0 | 06 |
| Frontex | 143 | 147 | 147 | – | 18 |
| Centre européen pour le développement de la formation professionnelle | 18 | 18 | 17 | 2 | 15 |
| Collège européen de police | 8 | 9 | 9 | 0 | 18 |
| Agence européenne des produits chimiques | 34 | 38 | 38 | 0 | 02 |
| Centre européen de prévention et de contrôle des maladies | 58 | 59 | 59 | 0 | 17 |
| Observatoire européen des drogues et des toxicomanies | 18 | 19 | 19 | – | 18 |
| Autorité bancaire européenne | 33 | 34 | 34 | 0 | 12 |
| Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles | 20 | 21 | 21 | 0 | 12 |
| Agence européenne pour l’environnement | 42 | 53 | 43 | 10 | 07 |
| Office européen de police | 95 | 103 | 103 | 0 | 18 |
| Autorité européenne des marchés financiers | 37 | 37 | 37 | – | 12 |
| Agence européenne de contrôle des pêches | 9 | 9 | 9 | – | 11 |
| Autorité européenne de sécurité des aliments | 79 | 80 | 80 | 0 | 17 |
| Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes | 8 | 8 | 8 | – | 04 |
| Autorité de surveillance Galileo | 23 | 361 | 361 | 0 | 06 |
| Fusion for Energy ITER | 414 | 493 | 493 | 0 | 08 |
| Unité de coopération judiciaire de l’Union européenne (Eurojust) | 34 | 34 | 34 | 0 | 33 |
| eu.LISA | 68 | 74 | 71 | 2 | 18 |
| Agence européenne pour la sécurité maritime | 65 | 65 | 65 | 0 | 06 |
| Office de l’harmonisation dans le marché intérieur | 384 | 216 | 216 | 0 | 12 |
| Agence européenne des médicaments | 308 | 350 | 304 | 45 | 02 |
| Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l’information | 10 | 10 | 10 | – | 09 |
| Office de l’Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) | 4 | 4 | 4 | – | 09 |
| Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne | 22 | 22 | 22 | – | 18 |
| Agence ferroviaire européenne | 26 | 27 | 27 | 0 | 06 |
| Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail | 15 | 16 | 16 | – | 04 |
| Institut européen d’innovation et de technologie | 243 | 229 | 229 | 0 | 15 |
| Centre de traduction des organes de l’Union européenne | 50 | 42 | 42 | 0 | 15 |
| Fondation européenne pour la formation | 20 | 21 | 21 | 0 | 15 |
| Office communautaire des variétés végétales | 15 | 13 | 13 | – | 17 |
| Fondation européenne pour l’amélioration des conditions de vie et de travail | 21 | 21 | 21 | 0 | 04 |
| Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» | 47 | 47 | 47 | – | 15 |
| Agence exécutive pour la compétitivité et l’innovation | 36 | 36 | 36 | – | 06 |
| Agence exécutive du Conseil européen de la recherche | 40 | 40 | 40 | 0 | 08 |
| Agence exécutive pour la recherche | 55 | 55 | 55 | 0 | 08 |
| Agence exécutive pour la santé et les consommateurs | 7 | 7 | 7 | – | 17 |
| Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux | 18 | 18 | 18 | – | 06 |
| Total | 2 740 | 3 007 | 2 946 | 61 |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en Mio EUR |
| Catégorie de recettes | Budget définitif adopté | Droits constatés | Montants reçus | Reste à recevoir |
| Subvention de la Commission | 1 715 | 1 700 | 1 698 | 2 |
| Redevances | 588 | 647 | 602 | 45 |
| Autres recettes | 438 | 660 | 646 | 14 |
| Total | 2 740 | 3 007 | 2 946 | 61 |

* 1. CRÉDITS D’ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT PAR AGENCE

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | en Mio EUR | |
|  | Crédits d’engagement | | | Crédits de paiement | | |
| Agence | Total des crédits dispo-nibles | Engagements contractés | Reports à 2016 | Total des crédits dispo-nibles | Paie-ments exécutés | Reports à 2016 |
| Agence de coopération des régulateurs de l’énergie | 11 | 11 | 0 | 14 | 11 | 2 |
| Bureau européen d’appui en matière d’asile | 17 | 16 | 1 | 18 | 13 | 2 |
| Agence européenne de la sécurité aérienne | 208 | 140 | 65 | 213 | 127 | 84 |
| Frontex | 152 | 151 | 1 | 180 | 125 | 50 |
| Centre européen pour le développement de la formation professionnelle | 19 | 19 | 0 | 20 | 17 | 2 |
| Collège européen de police | 9 | 9 | 0 | 10 | 8 | 2 |
| Agence européenne des produits chimiques | 115 | 113 | 0 | 126 | 111 | 13 |
| Centre européen de prévention et de contrôle des maladies | 60 | 56 | 0 | 71 | 55 | 11 |
| Observatoire européen des drogues et des toxicomanies | 19 | 18 | 1 | 20 | 18 | 1 |
| Autorité bancaire européenne | 33 | 33 | – | 39 | 35 | 3 |
| Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles | 20 | 20 | 0 | 26 | 22 | 3 |
| Agence européenne pour l’environnement | 68 | 58 | 10 | 73 | 55 | 17 |
| Office européen de police | 103 | 100 | 3 | 109 | 93 | 15 |
| Autorité européenne des marchés financiers | 37 | 35 | 2 | 43 | 35 | 7 |
| Agence européenne de contrôle des pêches | 9 | 9 | – | 10 | 9 | 1 |
| Autorité européenne de sécurité des aliments | 81 | 81 | 0 | 87 | 79 | 8 |
| Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes | 8 | 8 | 0 | 10 | 7 | 3 |
| Autorité de surveillance Galileo | 1 582 | 144 | 1 438 | 616 | 211 | 404 |
| Fusion for Energy ITER | 792 | 791 | 0 | 531 | 524 | 6 |
| Unité de coopération judiciaire de l’Union européenne (Eurojust) | 34 | 34 | 0 | 38 | 34 | 4 |
| eu.LISA | 82 | 81 | 1 | 87 | 64 | 22 |
| Agence européenne pour la sécurité maritime | 70 | 64 | 6 | 70 | 58 | 10 |
| Office de l’harmonisation dans le marché intérieur | 424 | 266 | – | 424 | 231 | 29 |
| Agence européenne des médicaments | 308 | 290 | 6 | 349 | 291 | 43 |
| Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l’information | 10 | 10 | – | 11 | 11 | 1 |
| Office de l’Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) | 4 | 4 | – | 5 | 4 | 1 |
| Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne | 22 | 22 | 0 | 28 | 22 | 6 |
| Agence ferroviaire européenne | 27 | 26 | 0 | 30 | 27 | 3 |
| Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail | 17 | 15 | 1 | 21 | 15 | 5 |
| Institut européen d’innovation et de technologie | 276 | 251 | 0 | 247 | 224 | 1 |
| Centre de traduction des organes de l’Union européenne | 50 | 44 | – | 54 | 43 | 5 |
| Fondation européenne pour la formation | 21 | 21 | 0 | 22 | 21 | 1 |
| Office communautaire des variétés végétales | 17 | 15 | – | 15 | 14 | 1 |
| Fondation européenne pour l’amélioration des conditions de vie et de travail | 22 | 22 | 0 | 26 | 23 | 3 |
| Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» | 47 | 46 | – | 52 | 46 | 5 |
| Agence exécutive pour la compétitivité et l’innovation | 36 | 36 | – | 40 | 34 | 5 |
| Agence exécutive du Conseil européen de la recherche | 40 | 39 | – | 42 | 39 | 2 |
| Agence exécutive pour la recherche | 55 | 54 | – | 59 | 54 | 3 |
| Agence exécutive pour la santé et les consommateurs | 7 | 7 | – | 9 | 7 | 1 |
| Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux | 18 | 18 | – | 20 | 18 | 2 |
| Total | 4 930 | 3 175 | 1 538 | 3 864 | 2 835 | 787 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | |  |  | |  | en Mio EUR | |
|  | Crédits d’engagement | | | | | Crédits de paiement | | |
| Catégorie de dépenses | Total des crédits dispo-nibles | Engage-ments contractés | | | Reports à 2016 | Total des crédits dispo-nibles | Paiements exécutés | Reports à 2016 |
| Personnel | 975 | 956 | | | 1 | 991 | 953 | 18 |
| Dépenses administratives | 412 | 392 | | | 2 | 467 | 356 | 85 |
| Dépenses opérationnelles | 3 543 | 1 827 | | | 1 535 | 2 406 | 1 526 | 685 |
| Total | 4 930 | 3 175 | | | 1 538 | 3 864 | 2 835 | 787 |

* 1. RÉSULTAT DE L’EXÉCUTION DU BUDGET, AGENCES INCLUSES

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | en Mio EUR |
|  | Union européenne | Agences | Élimination des subventions aux agences | Total |
| Recettes de l’exercice | 146 624 | 2 946 | (1 698) | 147 872 |
| Paiements sur crédits budgétaires de l’exercice | (139 827) | (2 233) | 1 698 | (140 363) |
| Paiements sur crédits de recettes affectées | (3 657) | (375) | – | (4 032) |
| Crédits de paiement reportés à l’exercice N+1 | (1 299) | (787) | – | (2 086) |
| Annulation de crédits inutilisés reportés de l’exercice N-1 | 29 | 268 | – | 297 |
| Évolution des recettes affectées | (704) | 145 | – | (559) |
| Différences de change de l’exercice | 182 | 2 | – | 184 |
| Résultat de l'exécution du budget 2015 | 1 347 | (34) | – | 1 313 |

Afin de présenter toutes les données budgétaires pertinentes pour les agences, les comptes annuels consolidés comprennent des états séparés sur l’exécution des budgets respectifs des agences traditionnelles consolidées.